

ÉTUDE DE BASE DU PROJET PAF001

« Soutenir le dialogue mené par les jeunes pour la paix et la stabilité au Sahel »

Burkina - Mali

SEPTEMBRE 2020

Colonel Auguste Denise BARRY, expert Défense et Sécurité
Dramani OUEDRAOGO, Agroéconomiste et expert GAR

Contacts:

Mariama SAWADOGO
Répresentante pays
Search for Common Ground
Adresse : www.sfcg.org
Numéro de téléphone : +226 077 736 30 / +226 713 579 49

Julien Niankoye BOLAMU
ILT Regional DME Coordinator Sahel/West Africa
Search for Common Ground
Numéro de Téléphone : +226 628 86 43 44
Email : jbolamu@sfcg.org

Table des matières

Recommandations 11

2.1 Approche méthodologique 18

2.1.1 Préparation et collecte de données 18

2.1.2 Activités de collecte de données réalisées 19

2.1.3 Période l'enquête sur le terrain 22

2.1.4 Outils de collecte de données 22

2.1.5 Analyse des données 23

2.1.6 Équipe de recherche 23

2.2. Difficultés et limites de la méthodologie 24

3.1 État de la confiance entre les communautés et les autres acteurs 25

3.1.1 Niveau de confiance entre les autorités locales et les communautés dans les communes 25

3.1.2 Niveau de la confiance entre les FDS et les communautés dans les communes 26

3.1.3 Niveau de confiance entre les autorités administratives et les communautés 27

3.2 Etat de la collaboration entre les communautés et les autres acteurs 28

3.2.1 Niveau de la collaboration entre les autorités locales et les communautés 28

3.2.2 Niveau de la collaboration entre les FDS et les communautés dans les communes 30

3.2.3 Niveau de collaboration entre les autorités administratives et les communautés dans les communes 31

3.3 État de la confiance et de la collaboration entre les acteurs des deux côtés des frontières 32

3.3.1 Niveau de la confiance entre les populations des deux côtés des frontières (Burkina et Mali) 32

3.3.2 Niveau de la collaboration entre les populations des deux côtés des frontières (Burkina et Mali) 33

3.3.3 Niveau de la confiance entre les autorités locales des deux côtés des frontières (Burkina et Mali) 34

3.3.4 Niveau de la collaboration entre les autorités locales des deux côtés des frontières (Burkina et Mali) 35

3.4 Propension des jeunes à la violence au sein des communautés rurales et dans les dynamiques transfrontalières 36

3.4.1 De la violence des jeunes 36

3.4.2 Initiatives des jeunes contre la violence 39

3.5 Renforcement du dialogue entre les communautés et les autorités frontalières 42

3.5.1 Existence des cadres de dialogue réunissant les FDS, les communautés et les autorités locales 42

3.5.2 Qualité du dialogue et de la communication entre les acteurs 43

3.5.3 Perception sur le renforcement du dialogue entre les autorités frontalières et les communautés sur la contribution à la stabilité et à la paix des communes 44

3.6 Capacités et compétences des jeunes, des autorités locales et des communautés frontalières à transformer les conflits, à communiquer et à collaborer 45

3.7 Cohésion sociale accrue 47

3.8 Identification des projets d'infrastructures 49

3.9 Circulation des informations liées à la collaboration et à la stabilité transfrontalières 51

3.10. Prise en compte des points de vue locaux sur les questions clés liées à la collaboration et à la stabilité transfrontalières par les médias 54

4. Indicateurs du Projet 56

5. Conclusion 60

7. Appendices 66

Annexe 1 : Outils 66

Annexe 2 : Documents Utilises 66

Annexe 3 : TDR 66

Remerciements

L'étude de base ***« Soutenir le dialogue mené par les jeunes pour la paix et la stabilité au Sahel »***, est une initiative de Search For Common Ground, financée par la Fondation PATRIP et mise en œuvre dans douze localités des régions de Mopti au Mali, du Nord et du Sahel au Burkina Faso.

Elle a été rendue possible grâce à la collaboration des autorités politiques, administratives, militaires et sécuritaires du Burkina Faso et du Mali ainsi que les autorités religieuses et coutumières, les leaders, les responsables de médias et les communicateurs, les personnes-ressources, dans la zone de couverture du projet.

De même, le concours des structures locales et partenaires a été déterminant dans la réalisation de cette étude. Il s'agit de l'Association des Jeunes Contre l'Enrôlement dans le Terrorisme (AJCET) pour le Mali, l'Union Fraternelle des Croyants (UFC) de Dori, la Fédération Nationale des Groupements Naam et ses structures associées (l'Association yam-leendé Basnéré…), les associations Arcan et Tabital Lobal de Ouahigouya, au Burkina Faso.

Enfin, les points focaux et les enquêteurs dans les deux pays ont apporté une contribution appréciable, dans un contexte particulièrement difficile.

Nous exprimons à tous, notre gratitude et leur formulons des vœux de pleins succès dans leurs responsabilités et activités respectives.

Abréviations

ACM	Actions Civilo-militaires
AJCET	Association des Jeunes Contre l'Enrôlement dans le Terrorisme
FDS	Forces de Défense et de Sécurité
FGD	Focus Groups de Discussion
GAR	Gestion Axée sur les Résultats
GPS	Global Position System
ONG	Organisation non-gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
PDI	Personne déplacée interne
SFCG	Search For Common Ground
TCD	Tableaux Croisés Dynamiques
UFC	Union Fraternelle des Croyants
VDP	Volontaires Pour la Défense de la Patrie

Méthodologie

Les questionnaires quantitatifs et qualitatifs, réalisés dans douze (12) communes au Mali et au Burkina, ont permis de toucher au total 230 personnes par sondage, dont 26% de femmes. L'âge des répondants est compris entre 18-34, 35-44 et 45 et plus. Les jeunes représentent 37% des répondants.
En outre, 22 Focus Groups de Discussion (FGD) ont été réalisés dans cinq (05) communes, notamment à Dori, Ouahigouya et Gorom-Gorom au Burkina, puis à Baye et Koro au Mali. Ils ont mobilisé 183 personnes dont 38,25% de femmes. Les questions sécuritaires ont été des facteurs limitants à la réalisation des FGD dans toutes les communes.
De même, des entretiens individuels ont été réalisés auprès des autorités administratives et locales, des agents du système de sécurité, des acteurs politiques, des hommes de médias, des représentants des organisations de la société civile, des leaders coutumiers et religieux et des groupes spécifiques. Au total, 134 personnes, soit 91 civils, 43 agents des forces de sécurité et des supplétifs ont pu apporter des informations qualitatives pour cette étude.
Le sondage a majoritairement ciblé les personnes ayant au moins un niveau d'instruction leur permettant de répondre adéquatement aux questions. Cependant, les non ou moins instruits disposant d'une bonne connaissance de la problématique ont également été couverts par cette enquête.

Limitations

Dans le cadre de la réalisation de cette étude de base, plusieurs difficultés sont apparues.
La première est d'ordre technique et opérationnel. En effet, l'une des principales difficultés concerne la situation sécuritaire qui restreint les mouvements et contraint à la prudence dans la collecte des données.
La seconde est d'ordre méthodologie et concerne les limites du sondage probabiliste, en rapport avec la démarche qui peut induire des pertes d'informations pertinentes, la surreprésentation des répondants de sexe masculin, et la représentativité de l'échantillon.
Ensuite, une autre limite est liée aux entretiens individuels avec les FDS, dont le réalisé est inférieur au nombre prévu. A cela, il faut ajouter le refus de certains répondants de se faire enregistrer, avec les risques de compromission de la qualité de la restitution des agents que cela comporte, notamment en termes de crédibilité des informations.
Toutefois, l'impact sur la collecte des données reste globalement marginal.

Résultats clés

État de la confiance entre les communautés et les autres acteurs

Le niveau de confiance entre les autorités locales et les communautés est globalement bon selon plus de la moitié des répondants (53,3%). Toutefois, la peur et la méfiance réciproques qui règnent entre les administrés et les autorités locales ont contribué à l'érosion progressive de la confiance. Pour 37,9% des répondants, il est passable et seulement 8,9% attestent que le niveau est mauvais. La déclinaison par pays montre que le niveau de confiance est bon ou excellent à 53,5% au Mali et 53,2% au Burkina. Ainsi, la confiance qui existe entre les différents acteurs de base, constitue de ce fait, un atout sur lequel le projet pourrait s'appuyer pour travailler. C'est pourquoi, tenant compte de l'importance des cadres de concertation, surtout entre les autorités de proximité et les communautés qu'elles sont censées servir au niveau local, il conviendrait d'en créer là où il en manque. La question sécuritaire est également un point à considérer dans les communes, afin de restaurer la confiance entre les communautés et les autorités locales.

Pour ce qui est des FDS et des communautés, le niveau de confiance est passable dans les deux pays selon 43% des répondants. 41,1% pensent qu'il est bon ou excellent quand 15,9% pensent que le niveau est mauvais/très mauvais. Il est relativement plus satisfaisant au mali qu'au Burkina Faso, car 41,4% des répondants au Mali pensent que le niveau de confiance entre les acteurs est bon ou excellent, alors qu'au Burkina Faso ils représentent 41%. Cela s'explique par l'émergence ces dernières années de l'extrémisme violent, qui a fragilisé la confiance qui prévalait auparavant. En effet, dans le contexte de l'insécurité et de l'extrémisme violent, s'est développée une peur réciproque entre les FDS et les populations, qui s'accusent mutuellement d'exactions, de complicité ou encore de manque de collaboration. En tout état de cause, l'aspiration des communautés à une meilleure sécurisation face aux menaces de l'extrémisme violent est réelle et forte. Malheureusement, les FDS, entre autres à cause de leur faible capacité opérationnelle, ne parviennent pas à répondre de façon satisfaisante à ce besoin fondamental des populations. Alors, l'efficacité opérationnelle des FDS et le dialogue pourraient contribuer à de meilleurs rapports entre ces deux acteurs.

Sur la confiance entre les autorités administratives et les communautés, elle est également bonne dans les deux pays, selon près de la moitié (49,7%) des répondants. Mais, l'insécurité ayant contraint la plupart des autorités administratives à quitter momentanément leurs circonscriptions, il en est né un sentiment d'abandon au niveau des populations ; toute chose qui affecte la confiance entre ces acteurs.

État de collaboration entre les différents acteurs nationaux et leurs incidences sur la sécurité, la stabilité et la paix

Le niveau de collaboration entre les autorités locales et les communautés est appréciable dans les deux pays, avec une légère différence qualitative au Mali. En effet, 47,2% des répondants estiment avoir une bonne ou excellente collaboration avec les autorités, du fait de l'existence de cadres de dialogue au Burkina et de la participation des communautés aux réunions initiées par les autorités locales au Mali. Néanmoins, des efforts devraient être consentis, surtout dans les communes de Sokoura, Koro au Mali, et de Dori, Ouahigouya, Thiou au Burkina, afin d'améliorer la collaboration entre autorités locales et populations.

Quant à la collaboration entre les FDS et les communautés, le niveau est passable dans les deux pays, selon 47,8% des répondants, mais il varie fortement en fonction de la situation sécuritaire qui prévaut dans les localités.

Mieux, la collaboration entre les autorités administratives et les communautés s'est nettement améliorée, grâce au partage d'informations, de sorte qu'elle est bonne dans les deux pays, selon 43,1% des répondants, soit 31,9% d'hommes et 15,7% de femmes. Toutefois, quoique mineure, une frange des répondants, notamment 9,6%, dont 5,5% de femmes, soutient la thèse d'une mauvaise collaboration du fait que certaines communautés du Burkina n'ayant plus confiance en la capacité des autorités à stabiliser leurs localités, ne trouveraient aucune pertinence à collaborer avec elles. D'ailleurs, au sujet de la participation à la réalisation des projets d'infrastructures comme variable dans l'appréciation de l'état de la collaboration au sein de la zone d'intervention du projet, l'étude révèle que moins d'un quart des répondants est concerné (21,4%), soit 19,9% au Burkina et 25,9% au Mali, contre 78,6% des répondants qui disent ne pas être consultés. D'où la faiblesse de la participation des communautés à la réalisation des projets. Search devra donc travailler à améliorer l'implication de tous ces acteurs locaux lors de la réalisation des infrastructures.
Ainsi, nonobstant l'excellence de la collaboration entre certains acteurs, la triangulation Communautés-FDS-Autorités n'est pas satisfaisante.
Au-delà de ces aspects, soulignons également que la fréquence de communication entre les FDS et les communautés dans le cadre de la sécurisation des infrastructures est considérée comme assez régulière par 62,4% des répondants. Mais, selon 25,1% des répondants, les concertations en matière de sécurisation restent faibles, celles-ci se résumant la plupart du temps aux sollicitations des communautés locales par les forces de sécurité dans le cadre du renseignement. Cette situation serait le fait d'une certaine méfiance et d'un manque de collaboration entre acteurs locaux et FDS.

Le niveau de contribution des initiatives conjointes dans la dynamique de rapprochement des acteurs nationaux est bon ou excellent dans l'ensemble des communautés, car 61,1% des répondants affirment qu'il est bon ou excellent, contre 41% pour passable et seulement 7,9% pour mauvais.

En termes de capacités et de compétences des jeunes, des autorités locales et des communautés frontalières à transformer les conflits, à communiquer et à collaborer, 80% des répondants n'éprouvent aucune difficulté, quelles que soient leur ethnie, religion, opinion ou nationalité. Ces bonnes dispositions au niveau des acteurs constituent une base sur laquelle pourraient être bâties des relations de confiance solides et durables qui permettront d'améliorer l'environnement social et sécuritaire. En outre, la restauration de la sécurité et le retour de l'administration déconcentrée et décentralisée dans les zones contribueront certainement à rebâtir la confiance entre les différents acteurs et, subséquemment à relever le niveau de collaboration. Par ailleurs, Search devrait poursuivre le renforcement des capacités de tous les acteurs dans la prévention et la gestion des conflits. De plus, les efforts de Search devraient s'orienter vers les communes de Baye, Sokoura, Koro au Mali, et Banh, Ouahigouya, Thiou pour le Burkina, afin d'améliorer la collaboration entre les autorités administratives et les communautés. Les efforts visant le retour des responsables administratifs de ces localités à leurs postes, par l'amélioration de la situation sécuritaire devraient contribuer également à l'instauration d'un meilleur climat entre ces acteurs.

État de la confiance et de la collaboration entre les acteurs des deux côtés des frontières

Le niveau de confiance est passable entre les populations des deux côtés des frontières du Burkina et du Mali (38%). Si ce niveau de confiance est particulièrement élevé selon les répondants maliens vis-à-vis des communautés frontalières Burkinabè (57,9%), il est en revanche plus faible du côté des répondants Burkinabè sur leurs voisins maliens (24,2%). La perception selon laquelle l'insécurité viendrait du voisin malien, justifierait cette position des répondants Burkinabè. Il en est de même pour le niveau de confiance entre les autorités locales des deux côtés des frontières du Burkina et du Mali, jugé passable par 35,8% des répondants. Là aussi, tandis que les répondants du Mali estiment à 42,1% que la confiance est bonne entre les autorités locales des deux pays, 36,1% des répondants Burkinabè pensent qu'elle est plutôt mauvaise et se caractériserait par de profondes meurtrissures.

Le niveau de collaboration entre les populations de part et d'autre de la frontière Malo-Burkinabè, est également passable pour les deux pays (41,3% des répondants). Les attaques menées par les groupes extrémistes violents se révèlent ici aussi, la cause principale du manque de collaboration entre les communautés frontalières des deux pays. Comme la confiance, le niveau de collaboration entre les autorités locales des deux côtés des frontières du Burkina et du Mali est également passable selon 38,9% des répondants. Il apparaît alors que la systématisation de la communication entre ces deux types d'acteurs de part et d'autre de la frontière, notamment à travers les cadres prévus, pourrait contribuer à une normalisation de leurs rapports.

Sous l'angle de la circulation des informations liées à la collaboration et à la stabilité transfrontalière, la grande majorité des répondants affirment ne pas être suffisamment informés

sur les questions de paix et sécurité dans leur localité, à cause de la confidentialité de certaines informations militaires.

Sur le plan informationnel, dans l'ensemble de la zone d'intervention du projet, la radio est le canal le plus utilisé (24,6%), suivie du « bouche à oreille » (22%) et de la télévision (20,2%). En plus de ces canaux de diffusion de l'information au sein des acteurs des deux pays, on retrouve également les réseaux sociaux. Les réunions chez le chef de village constituent une singularité du Mali.
Les types d'informations diffusés, en plus de la sécurité, portent entre autres sur la cohésion sociale (22,5%), la politique (12,5%), le développement économique et social (11%), puis sur l'engagement des jeunes dans les processus de paix et de stabilité transfrontaliers (6,8%).

D'un point de vue de la prise en compte des perceptions locales sur les questions clés liées à la collaboration et à la stabilité transfrontalières par les médias, l'étude révèle que près de la moitié des répondants (48,1%) considèrent son effectivité. Cette tendance est plus prononcée au Mali (53,4%) qu'au Burkina (46,2%). Afin d'améliorer la situation, il pourrait être envisagé, la création ou le renforcement des cadres de rencontre et d'échange, le développement de dynamiques d'entente/communication, l'implication/inclusion de tous les acteurs, la sensibilisation des acteurs sur les enjeux de la paix et de la stabilité.

Propension des jeunes à la violence au sein des communautés rurales et dans les dynamiques transfrontalières

La violence extrême est une réalité dans les localités couvertes par le projet dans les deux pays, selon les répondants qui estiment que ses différentes manifestations affectent leur quotidien. Mieux, près de la moitié d'entre eux considèrent que les jeunes y sont impliqués, tant dans les violences locales que transfrontalières. Les principales raisons qui poussent les jeunes à la violence dans les deux pays, sont le chômage et la pauvreté (26%), soit 31% des répondants au Mali et 25% au Burkina. Au Mali, les répondants considèrent la vengeance (25%) et l'injustice (22%) comme les causes principales de la violence des jeunes, tandis qu'au Burkina, ce sont plutôt les frustrations (14%) et leurs corollaires que sont la paupérisation et le désespoir. Les facteurs d'incitation à la violence sont entre autres les mauvaises fréquentations (69,6%), les prédications de certains leaders religieux (12,3%) et les messages diffusés dans les familles (16,6%). Le rôle de la famille et des communautés dans la recherche de la paix et la résolution des conflits, a été reconnu comme décisif, notamment par les informations, les conseils, les prières collectives et la sensibilisation apportés aux jeunes, dans le cadre de conférences, d'espaces d'échanges initiés par les OSC, les ONG, les autorités locales, administratives, religieuses, etc. C'est pourquoi, les jeunes sont de plus en plus outillés, par exemple dans la dénonciation des auteurs de violence aux FDS. Malgré cet état de fait, il conviendrait de renforcer les occasions et les cadres de dialogue réguliers entre les jeunes, afin de réduire la méfiance entre eux. La réalisation de maisons de jeunes pourrait également être envisagée. Il en est de même du renforcement des initiatives au niveau des communautés et des familles, afin

d'accroître leur contribution à la résolution des conflits, à la construction de la paix et à la réduction du nombre de jeunes enclins à la violence. Enfin, la création d'emplois, l'éducation et les formations adaptées aux questions de gestion communautaire des conflits, apparaissent également comme des voies à explorer.

Renforcement du dialogue entre les communautés et les autorités frontalières

Au Burkina et au Mali, il existe des cadres de dialogue réunissant les FDS, les communautés et les autorités locales, initiés par les Associations, les OSC, les ONG et les collectivités territoriales. Il s'agit généralement de conférences ou de panels, des ateliers de sensibilisation ou de formation, des rencontres de travail ou d'échanges, et des Activités civilo-militaires.
Les tendances de la participation aux cadres de dialogues ou aux activités par les FDS, les autorités locales et les communautés, sont quasi similaires dans les deux pays. En effet, 33,2% des répondants y prennent part le plus souvent aux côtés des FDS et des autorités administratives. En outre, des problèmes organisationnels, notamment la sous-information et l'exclusion, ont été relevés comme difficultés majeures. Il serait alors pertinent de travailler à renforcer ces cadres et à mieux les organiser dans la perspective de l'amélioration de la qualité du dialogue et de la communication entre les acteurs. Celle-ci, quoique bonne, aussi bien globalement (67,2%) que singulièrement (66,1% au Burkina et 70% au Mali), reste instable et problématique dans les zones où l'insécurité est prégnante. En effet, les conditions sécuritaires déterminent la qualité de la communication entre acteurs, tant au Mali qu'au Burkina. Du reste, plus de trois quarts des répondants des deux pays pensent que le renforcement du dialogue entre les autorités frontalières et les communautés contribue fortement à la stabilité et à la paix dans les communes, soit 90% au Burkina et 82,8% au Mali. De ce point de vue, dans le cadre du renseignement humain, les contributions des populations devraient être spontanées pour plus d'efficacité opérationnelle et subséquemment, pour une meilleure qualité du dialogue et de la communication entre elles et les FDS.

Cohésion sociale accrue

Il ressort de l'étude que la cohésion sociale est une réalité dans les deux pays et qu'elle est excellente ou bonne. Seulement 19,3% des répondants au Mali et au Burkina la considèrent comme mauvaise, voire très mauvaise.

Sur le niveau de progression de la cohésion sociale entre les parties prenantes, 47,6% des répondants estiment qu'il est bon ou excellent au Mali et au Burkina. Mais, cette variable a plus évolué au Mali où la moitié des répondants estime que le niveau est bon ou excellent, contre 46,1% au Burkina. Seulement 8,6% des répondants au Mali pensent que le niveau est mauvais, contre 18,6% des répondants du Burkina qui le pensent.

Reconnaissant le rôle majeur que devraient jouer les FDS dans le renforcement de la cohésion sociale à travers leur professionnalisme, 68,8% des répondants sont prêts à les solliciter pour la

sécurisation de leurs localités. Néanmoins, des efforts devraient être faits par le projet en direction des autres répondants (31,2%), dans la perspective de leur adhésion aux dynamiques de collaboration entre les FDS et les autres acteurs.

Recommandations

Les recommandations sont formulées à Search dans la perspective de la réussite de la mise en œuvre de ce projet transfrontalier.

Sur l'état de la confiance et de la collaboration entre les communautés et les autres acteurs

- Organiser une session de formation conjointe sur la nécessité, d'une part de la restauration de la confiance entre les différents acteurs et d'autre part du renforcement de la collaboration entre ceux-ci, dans chaque chef-lieu de cercle ou de région, au profit des localités concernées par le projet et impliquant tous les acteurs. Soit :
  - une à Bankass au profit de Baye, Ouenkoro et Sokoura ;
  - une à Koro au profit de Bondo, Koro et Yoro ;
  - une à Ouahigouya au profit Banh, Thiou et Titao, y compris Ouahigouya ;
  - une à Dori au profit de cette localité et Gorom-Gorom ;

Au cours de ces sessions, encourager la mise en place de clubs d'écoute d'initiatives, de cadres de concertation et d'échanges pour restaurer la confiance entre les acteurs ;

- Organiser des sessions conjointes spécifiques de renforcement des capacités et de planification au profit des autorités administratives, des autorités locales et des FDS sur la sécurité, la paix et la stabilité, selon le schéma précédent à :
  - Mopti au profit des trois acteurs des six communes du Mali;
  - Ouahigouya au profit des trois acteurs des six communes du Burkina ;

- Organiser des séances de sensibilisation au profit des leaders de communautés sur collaboration et la confiance entre les communautés et les trois autres acteurs que sont les autorités administratives, les autorités locales et les FDS dans chacune des douze communes du Projet.

Un accent devra être mis dans les communes de Baye, Sokoura, Koro au Mali, et Banh, Dori, Ouahigouya et Thiou au Burkina.

Sur l'état de confiance et de collaboration entre les acteurs des deux côtés des frontières et sur le renforcement du dialogue entre les communautés et les autorités frontalières

- Organiser un forum régional à Ouahigouya ou à Mopti au profit des acteurs régionaux des deux pays sur les enjeux de la sécurité, de la paix, de la stabilité et de la coopération décentralisée transfrontalière;

- Organiser dans chacune des douze communes du Projet, des séances de sensibilisation au profit des leaders de communautés sur le dialogue, la confiance et leur collaboration avec les autres acteurs de part et d'autre de la frontière du Burkina et du Mali. Par ailleurs, le projet pourrait financer selon ses possibilités des activités de démultiplication des mots d'ordre dans chaque communauté menées par ces leaders, afin de s'assurer de l'impact de son action sur les populations.

- S'associer à toute initiative visant à restaurer la sécurité, tant que cela restera compatible avec la doctrine du projet, compte tenu de l'impact négatif de l'insécurité sur les rapports entre les différents acteurs.

Sur la propension des jeunes à la violence au sein des communautés rurales et dans les dynamiques transfrontalières

- Organiser un ou deux sommet(s) transfrontalier(s) dirigé(s) par des jeunes à Ouahigouya et/ou Mopti regroupant les jeunes, mais impliquant également des membres des communautés, compte tenu de leur influence, même résiduelle sur les jeunes.
  L'objectif sera de sensibiliser les jeunes et les familles sur :
  - la réorientation de l'activisme des jeunes vers des objectifs plus nobles et la réduction du nombre de jeunes impliqués dans les actes de violence ;
  - les initiatives de prévention de la radicalisation des jeunes dans les zones où la violence est toujours marginale ;
  - la création de cadres et de mécanismes appropriés favorisant le désengagement, la déradicalisation et la réinsertion des jeunes impliqués dans la violence extrême ;
  - l'éducation à la citoyenneté.

- Organiser une rencontre d'échanges avec les OSC œuvrant dans le domaine de la jeunesse à :
  - Mopti au profit des OSC des six localités du Mali ;
  - Ouahigouya au profit des OSC des six localités du Burkina.

  L'objectif est de nouer un partenariat visant à renforcer leurs interventions au profit des jeunes, dans la perspective d'un renforcement de la citoyenneté.

Sur les capacités et compétences des jeunes, des autorités locales et des communautés frontalières à transformer les conflits, à communiquer et à collaborer

Poursuivre la stratégie de renforcement des capacités des jeunes, par l'organisation de sessions de formation dans chacune des douze localités du projet, en élargissant spécifiquement leurs effectifs, afin d'accélérer l'impact du projet sur les cibles. Considérant la place des jeunes dans la doctrine du Projet, les stratégies de mise en œuvre devraient faire effort sur les activités qui les concernent et les impliquent en première ligne. Ces sessions conjointes de renforcement de capacités et de planification devraient concerner également la prévention, la gestion et la transformation des conflits.

Sur la cohésion sociale accrue

- Créer des comités de paix et de cohésion sociale, dans chaque localité du projet avec à leur tête des leaders communautaires, afin de promouvoir la paix ; y intégrer les personnes déplacées internes, les réfugiés et les sites aurifères dans ces comités ;

- Organiser des séminaires de sensibilisation sur les risques liés à la stigmatisation et au repli identitaire, au profit des communautés dans chaque localité du projet ;

- Organiser des sessions de sensibilisation et/ou de formation à Mopti et à Ouahigouya (ou Dori si la situation sécuritaire le permet), au profit des FDS, sur la nécessité de leur implication dans la restauration d'une meilleure perception des communautés à leur égard. L'affaiblissement de la confiance mutuelle remet fortement en cause l'accomplissement de la mission de sécurité par les FDS, et partant problématise l'offre de sécurité dans ces localités. Cette activité pourrait être jumelée avec les sessions conjointes spécifiques de renforcement des capacités et de planification au profit des autorités administratives, des autorités locales et des FDS sur la sécurité, la paix et la stabilité envisagées à Mopti et Ouahigouya;

- Organiser des activités de sensibilisation dans chaque localité du projet au profit des jeunes, sur l'impact négatif des réseaux sociaux sur la cohésion sociale.

Sur l'identification des projets d'infrastructures

Organiser des sessions de sensibilisation réunissant les autorités administratives et locales ainsi que les communautés sur l'implication des acteurs locaux dans le choix des infrastructures. En effet, la réalisation des infrastructures est apparue comme une opportunité pour renforcer globalement la collaboration entre les acteurs. Par conséquent, le grand nombre de répondants marginalisés dans ce processus devra constituer une cible prioritaire pour le projet, et permettre ainsi de relever in fine, le niveau de la collaboration entre les acteurs.
Ces sessions pourraient se tenir dans chaque localité du projet en intégrant cette thématique dans l'organisation de certaines activités énoncées plus haut, si elles sont compatibles.

Sur la circulation des informations liées à la collaboration et à la stabilité transfrontalières

- Produire et diffuser une émission de radio intitulée "Génération Sahel" et animée par des jeunes qui bénéficieront de l'accompagnement de personnes-ressources, sur les thématiques de la stabilité, de la paix, de la réduction de la violence, de la citoyenneté, etc. ;

- Exploiter les moyens les plus utilisés par les acteurs pour s'informer (radio, bouche à oreille et télévision), pour passer de courts messages d'information ponctuels, notamment sur le projet et les questions de sécurité, de collaboration entre les acteurs, de coopération transfrontalière, etc.;

- Initier des émissions de théâtre radiophonique afin d'accéder aux zones sous menaces de l'insécurité, et qui, de ce fait sont inaccessibles, pour ainsi sensibiliser les différents acteurs sur les enjeux de la collaboration entre les acteurs et la stabilité ;

Sur la prise en compte des points de vue locaux sur les questions clés liées à la collaboration et à la stabilité transfrontalières par les médias

Les données recueillies sont certes satisfaisantes, mais peuvent être améliorées, car les populations constituent un maillon incontournable dans les dynamiques transfrontalières, qu'il s'agisse de diffusion d'informations ou de collaboration, de sécurité et de stabilité.
Les médias radiophoniques devraient être utilisés en priorité par le Projet comme moyens appropriés pour la sensibilisation des acteurs. De même, la prise en compte des points de vue des populations en matière de collaboration et de stabilité par les médias constitue un acquis majeur qu'il conviendra de capitaliser dans le cadre de la mise en œuvre du Projet. A cet égard, les suggestions faites par ordre d'importance par les répondants afin d'améliorer le partage des points de vue dans le cadre de la collaboration et de la stabilité transfrontalière, pourraient être mises à contribution au regard de leur pertinence. Il s'agit de :

✔ La création ou le renforcement des cadres d'échange ;

✔ L'entente/communication ;

✔ L'implication/inclusion de tous les acteurs ;

✔ La sensibilisation des populations ;

✔ La multiplication des rencontres entre les acteurs.

1. Contexte du projet

Au cours de l'année écoulée, le centre du Mali et le nord du Burkina Faso ont tous deux connu une augmentation spectaculaire de la violence intercommunautaire. Une multitude de groupes armés répondant à des dynamiques entrelacées de banditisme, d'extrémisme violent et de conflits au niveau communautaire ont établi une forte implantation dans ces régions, profitant de la faible présence de l'État, de la porosité des frontières et de griefs locaux. Le niveau croissant de violence alimente les dynamiques transfrontalières et les conflits locaux latents, y compris les conflits liés aux ressources. En raison d'un sentiment d'insécurité accru et de l'absence de l'État, des groupes de légitime défense et d'autodéfense d'origine ethnique ont fait leur apparition, affectant davantage le tissu social local.

Dans ce contexte qui se dégrade rapidement, avec l'une des crises de déplacement croissantes du côté burkinabé de la frontière, il est urgent que les autorités nationales passent d'une approche dure, descendante et militarisée à un engagement plus inclusif et ascendant pour soutenir les efforts de stabilisation et de paix. Dans un environnement caractérisé par des institutions étatiques extrêmement faibles, engager des jeunes leaders avec des parties prenantes communautaires influentes et des représentants des autorités locales, régionales et transrégionales dans des plateformes de dialogue axées sur les solutions augmentera le consensus, l'appropriation locale autour des processus de prise de décision, et contribuera finalement à la restauration de la légitimité et de l'autorité de l'État.

Pour remédier à cette situation, Search a développé une intervention de 24 mois, financée par la Fondation PATRIP qui a pour objectif principal de « renforcer la capacité et le dialogue entre les communautés et autorités frontalières du centre du Mali et du nord du Burkina Faso pour travailler ensemble vers une paix et une stabilité durables ». Le projet est mis en œuvre dans les Cercles de Bankass (Baye, Ouenkoro et Sokoura) et Koro (Bondo, Koro et Yoro) dans la région de Mopti au Mali et dans les régions du Nord (Banh, Ouahigouya, Thiou et Titao) et du Sahel (Dori et Gorom-Gorom) du Burkina Faso en partenariat avec l'Association des Jeunes Contre l'Enrôlement dans le Terrorisme (AJCET) pour le Mali, l'Union Fraternelle des Croyants de Dori et la Fédération Nationale des Groupements Naam au Burkina Faso. Il vise à renforcer la collaboration et le dialogue entre les communautés et les autorités frontalières de la zone du projet, pour travailler ensemble vers une paix et une stabilité durables au travers du :

- Renforcement de capacités des jeunes, des autorités locales et administratives et des leaders communautaires pour transformer les conflits, communiquer et collaborer efficacement ;
- Développement des relations et la confiance entre les acteurs basées sur les planifications et activités conjointes ;
- Soutien au partage d'informations sur les perspectives locales autour des problèmes clés liés à la collaboration et la stabilité.

Ce projet permettra de transformer les perceptions des jeunes et des communautés en général à l'égard de la violence et aux principaux acteurs communautaires de travailler en collaboration avec les autorités locales pour concevoir des propositions de projets d'infrastructure et mettre en

œuvre des initiatives de paix et de dialogue dans le Centre du Mali, le Nord et le Sahel du Burkina Faso.

Et **les résultats attendus** au terme de ce projet sont :

- Les jeunes, les autorités locales et les représentants des commissions frontalières et des services publics sont ciblés afin d'acquérir des connaissances, des compétences et des attitudes qui favorisent la collaboration et les échanges au-delà des lignes de démarcation ;
- Les principaux jeunes, les autorités locales, les ONG locales et les représentants des commissions frontalières et des services publics ont une vision commune de la paix et de la stabilité transfrontalières, qui a été élaborée et acceptée par tous ;
- Les relations entre les communautés frontalières et les parties prenantes cibles sont renforcées par le dialogue et la collaboration sur les questions relatives à la paix et à la stabilité dans leur région ;
- Les propositions de projets d'infrastructure à petite échelle visant à répondre efficacement aux besoins spécifiques du contexte sont identifiées ;
- Les populations frontalières ont un accès accru et de nouvelles possibilités de partager des informations de qualité et diversifiées sur les questions de paix et de sécurité qui touchent leurs régions respectives;
- Les perspectives et les voix des communautés locales pour la paix et la stabilité transfrontalières sont amplifiées par les stations de radio communautaires.

Les principales activités du projet sont :
- Évaluation des conflits régionaux ;
- Processus d'identification des parties prenantes ;
- Sessions conjointes de renforcement des capacités et de planification de 3 jours ;
- Séances de dialogue communautaire dirigées par des jeunes ;
- Forums régionaux trimestriels entre les jeunes et les autorités régionales ;
- Sommets transfrontaliers dirigés par des jeunes ;
- Ciblage de séances de sensibilisation ;
- Formation au journalisme de terrain communal ;
- Production et diffusion d'une émission de radio intitulée "Génération Sahel" ;
- Courts messages d'information ponctuels.

Objectifs de l'étude

L'étude de base a pour objectif d'établir la situation de référence du projet à partir de laquelle la progression du projet sera suivie et son efficacité évaluée à terme. De façon spécifique, il s'agit de :
- Décrire l'état de la collaboration et de la confiance entre les acteurs aux niveaux local, national mais aussi au-delà des frontières sur les questions de sécurité, de stabilité et de paix ;

- Mesurer la propension des jeunes à la violence dans les communes d'intervention du projet ;
- Analyser la manière dont l'information circule au sein des acteurs et le partage d'informations sur les perspectives locales autour de la collaboration et de la stabilité ;
- Mesurer le niveau des indicateurs du projet au début de l'intervention ;
- Faire des recommandations pour ajuster la stratégie d'intervention du projet et appliquer le ''Ne Pas Nuire''.

2. Méthodologie

2.1 Approche méthodologique

Pour atteindre ces objectifs, une méthodologie basée sur une démarche participative a été privilégiée. Celle-ci a mis en avant la concertation avec les acteurs impliqués, surtout les jeunes en vue d'une meilleure compréhension des enjeux, et d'une maîtrise des actions et des activités. Cette approche méthodologique a comporté plusieurs étapes.

La première étape a consisté en une revue en profondeur de la littérature existante sur les questions relatives à la collaboration, la confiance, la circulation de l'information autour de la collaboration et de la stabilité et la propension des jeunes à la violence au Centre du Mali et au Nord du Burkina.

Un accent a notamment été mis sur le contexte sécuritaire, l'état des lieux, les éléments de connexion et d'opportunités de la collaboration entre les différents acteurs aux niveaux national et transfrontalier, Mali-Burkina. La revue documentaire a permis d'exploiter également toute la documentation disponible sur le projet, à savoir : le document du projet et le plan de suivi-évaluation.

Pour cette étude, une méthode mixant des approches fondées sur les résultats, et associant informations qualitatives et quantitatives, a été utilisée. La collecte de données quantitatives a permis d'avoir des données chiffrées sur chaque objectif de l'étude et sur les indicateurs à renseigner. La collecte de données qualitatives a permis quant à elle de faire une analyse profonde et soutenue de ces données chiffrées, et d'esquisser les tendances pour ainsi établir une situation de référence au début du projet qui guidera l'évaluation du progrès réalisé à la fin de l'action.

2.1.1 Préparation et collecte de données

Cette phase a consisté à :

- La conduite de la revue documentaire ;
- L'élaboration d'une méthodologie adaptée aux besoins de l'étude de base ;
- La définition des stratégies adéquates de conduite des travaux ;
- La conception des outils de collecte de données et leur validation par Search ;
- La formation et l'évaluation des équipes de collecte de données : enquêteurs/points focaux, superviseurs et facilitateurs ;
- La coordination de l'ensemble des activités de l'évaluation, sous la supervision du « ILT Regional DME Coordinator Sahel/West Africa ».

Pour la collecte de données au Burkina Faso et au Mali, trois (03) superviseurs et treize (13) points focaux-enquêteurs ont été mobilisés et chacun a travaillé dans sa commune. Leur mission a été facilitée sur le terrain par les partenaires de SEARCH, à savoir l'Association des Jeunes Contre l'Enrôlement dans le Terrorisme (AJCET) pour le Mali et l'Union Fraternelle des Croyants de Dori et la Fédération Nationale des Groupements Naam au Burkina Faso. Aussi, des correspondances initiées par les premiers responsables de l'ONG Search et adressées aux

autorités administratives et politiques dans la zone d'intervention ont été d'un apport considérable. Ces équipes ont été appuyées sur le terrain par des personnes ressources locales qui ~~qui~~ ont facilité à la fois l'obtention des rendez-vous, notamment auprès de l'administration, la tenue des groupes de discussion et les interviews. Notons également la sortie sur le terrain des deux consultants à Ouahigouya, du 19 au 20 août 2020. Tout cela a permis de conduire la collecte de données simultanément dans les douze (12) communes de la zone d'intervention du projet.

2.1.2 Activités de collecte de données réalisées

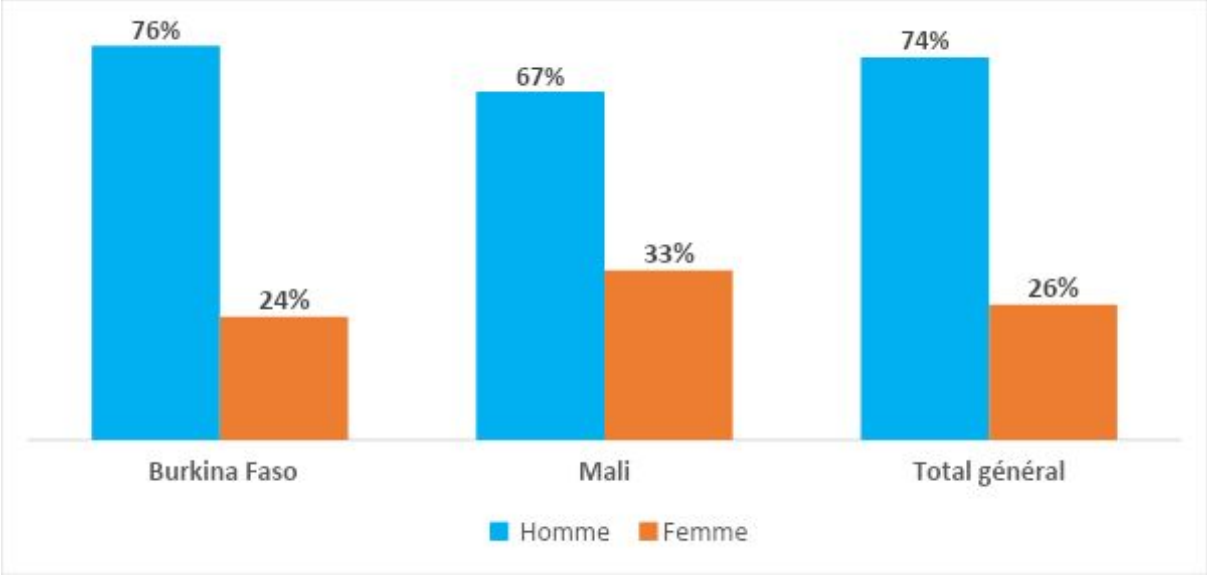
Le type d'échantillonnage qui a été utilisé est celui de la méthode des itinéraires, aussi appelée méthode de Politz. C'est une méthode d'échantillonnage non-probabiliste qui a permis de contraindre l'enquêteur à suivre un chemin bien déterminé pour son enquête. Elle est surtout utilisée dans le cadre des enquêtes à domicile, et indique des points d'action précis où l'enquêteur devra effectuer son étude. L'avantage de cette méthode est sa bonne dispersion géographique qui aura pour effet d'améliorer la précision de son échantillon. Cette méthode a été appliquée à la population en général, dans chacune des zones de l'étude de base. En effet, douze (12) communes au total ont été concernées par ce sondage. Elle a touché, 230 personnes (**Tableau 1**), dont 60 femmes

Tableau 1 : *Répartition de l'échantillon selon la commune*

Burkina Faso		**Mali**	
Communes	**Nombre**	**Communes**	**Nombre**
Dori	40	**Baye**	10
Bahn	12	**Ouenkoro**	6
Ouahigouya	54	**Sokoura**	11
Titao	9	**Bondo**	5
Gorom-Gorom	40	**Koro**	21
Thiou	17	**Yoro**	5
Total général	**172**	**Total général**	**58**

Les femmes représentent 26% de l'ensemble de l'échantillon, toutefois ce taux est relativement élevé au Mali (33%) contre 24% au Burkina

Figure 1 : *répartition de l'échantillon selon le sexe*



Les tranches sont 18- 34, 35-44 et 45 ans et plus, et qui représentent respectivement les jeunes, les adultes et les personnes âgées. L'échantillon est constitué de façon croissante d'adultes (30%), personnes âgées (33%) et jeunes (37%). (Figure 2)

Figure 2 : *Répartition de l'échantillon selon les tranches d'âges*

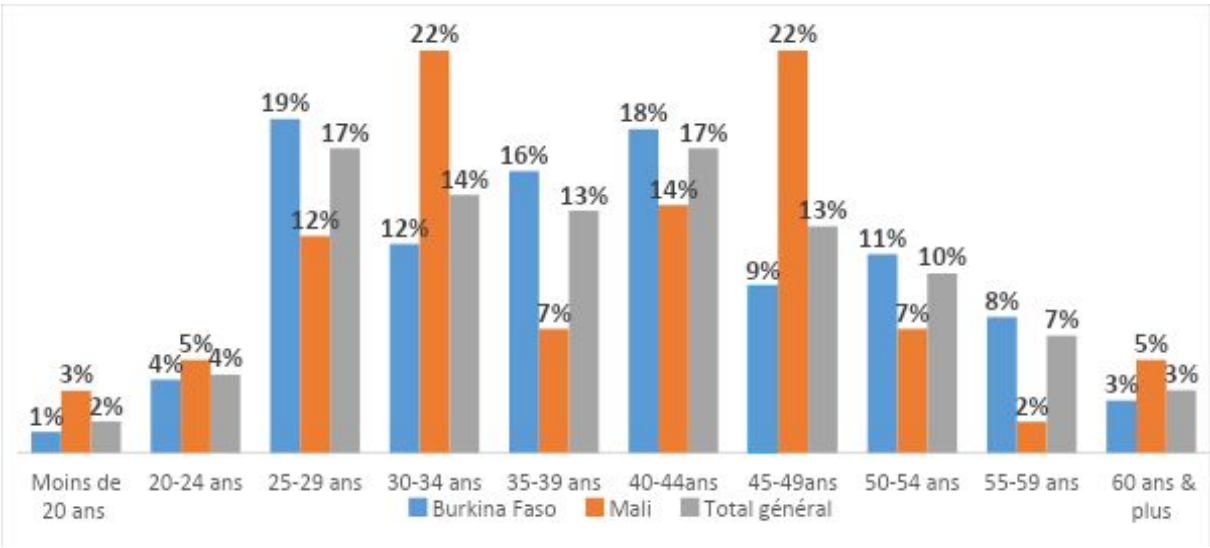


Figure 3. *Carte de la zone d'intervention de PATRIP*



Les interviews individuelles ont été réalisées auprès des autorités administratives et locales, des agents du système de sécurité, des acteurs politiques, des acteurs de médias, des représentants des organisations de la société civile et les leaders coutumiers et religieux et des groupes spécifiques. Elles ont consisté en des échanges entre les enquêteurs et les personnes à enquêter, les questions à poser étant consignées dans un guide d'entretien individuel semi-structuré préalablement élaboré.
Dans chaque zone cible du projet, les personnes occupant les postes ci-dessous (tableau 2) ont été approchées pour des entretiens individuels :

Tableau 2. *Statuts des répondants pour l'entretien individuel.*

Statuts	**Nombre**
Autorités administratives, Autorités locales et leaders (Haut-commissaire, Préfet, SG Préfecture, Maire, Maire-adjoint, conseiller Municipal, chef de canton, leader jeune, leader femme, responsable OSC, leader comité de paix, religieux, etc.)	91
FDS (Militaire y compris Gendarme, Policier, Agent des Eaux et Forêts, Douanier), et les supplétifs de la sécurité (VDP, Koglweogo)	43

Le « focus group » (ou groupe de discussion) est une forme de recherche/étude qualitative qui émane d'un groupe spécifique culturel, sociétal ou idéologique, afin de déterminer la réponse de ce groupe et l'attitude qu'il adopte au regard d'un contexte, une situation ou d'un concept donné. Le résultat de cette forme de recherche reflète l'interaction entre les participants et le processus social au sein du groupe.
Cette méthode a permis de comprendre les tendances des idées, perceptions et appréhensions des populations sur la collaboration entre les forces de défense et de sécurité et les communautés dans leur environnement respectif. Pour y parvenir, certains des outils participatifs ont été utilisés au sein de chaque localité en tenant compte des mesures sécuritaires. Il s'est agi

notamment de l'outil d'analyse des influenceurs, du Spectrum analyse vulnérabilité-résilience, de l'outil d'analyse des facteurs de risques, de l'outil d'analyse des connecteurs et des diviseurs.
Pour les focus groups, trois groupes de discussions de jeunes (Hommes, Femmes, Mixte) de quatre à huit (4-11) personnes ont été conduits dans les communes de Dori, Gorom-Gorom, Ouahigouya, Baye et Koro et se répartissent comme suit :

***Tableau 3** : Répartition des FGD par pays*

Régions	**Communes**
Burkina Faso	Dori (05FGD),
	Ouahigouya (06 FGD)
	Gorom-Gorom (05 FGD)
Mali	Baye (03FGD)
	Koro (03FGD)

En somme, vingt-deux (22) Focus Groups de Discussion ont été réalisés dans cinq (05) communes. Ils ont mobilisé 183 personnes dont 38,25% de femmes.

2.1.3 Période l'enquête sur le terrain

Les enquêtes de terrain ont commencé le 14 août 2020 et se sont achevés le 15 septembre 2020. Les fortes pluies, l'insécurité et l'inaccessibilité des FDS ont été des entraves majeures à la réalisation de ces travaux et cela explique cette durée de presqu'un mois.

2.1.4 Outils de collecte de données

L'approche mixte a été utilisée dans cette étude, c'est à dire l'approche quantitative et qualitative. Elle permet de trianguler les informations recueillies et réduire le biais afin de mieux garantir la validité et la fiabilité des données collectées et une meilleure compréhension des conflits.

***Tableau 4 :** Outils de collecte*

Approche	**Importance**	**Outils**	**Cibles**
Qualitative	Fournit une analyse soutenue des indicateurs du projet. Les données et informations ont permis d'apprécier et d'analyser les tendances qui se dégagent par la collecte de données quantitatives	FGD Entretien	Jeunes, Autorités Administratives, Leaders Communautaires Acteurs de la société Civile, FDS

Quantitative	Donne les tendances qui se dégagent en ce qui concerne la perception des communautés, surtout des jeunes sur l'amélioration de la collaboration entre les cibles du projet, le degré de leur implication, le rôle des FDS pour la paix et la stabilité dans le sahel, les informations diffusées par les radios, ainsi que le niveau de collaboration entre les communautés cibles et les FDS.	Sondage	Population

Pour faciliter la collecte des données d'enquête, l'option de s'appuyer sur l'application KoboCollect, installée sur les téléphones intelligents a été adoptée.
L'installation de l'application KoboCollect a été problématique sur certains téléphones tactiles du fait de la défaillance de la connexion internet dans certaines communes. Toutefois cette difficulté a été remédiée par l'utilisation ponctuelle de fiches « hard » qui ont été transférées plus tard sur la plateforme. Par ailleurs, les données GPS (Global Position System) n'ont pas pu être enregistrées.

2.1.5 Analyse des données

L'apurement des données a été réalisé à l'aide du logiciel Excel 2016. Il a consisté à la vérification des différentes informations enregistrées et à la suppression des doublons.
L'analyse des données collectées s'est faite suivant l'approche adoptée pour la collecte. Les données provenant des méthodes qualitatives ont été analysées suivant le principe d'analyse des entretiens. L'analyse des données issues des groupes de discussions et des guides d'entretiens a ainsi permis d'évaluer les risques et de formuler des recommandations à l'équipe projet tant pour le respect des principes « Ne Pas Nuire », que pour l'ajustement des activités planifiées prenant en compte l'environnement actuel du projet. Concernant les informations collectées à l'aide des questionnaires, les données exportées sous SPSS ont été analysées en fonction des indicateurs du projet. Les valeurs des indicateurs ont été calculées, et à travers des tableaux simples ou Tableaux Croisés Dynamiques (TCD) et de graphiques adaptés, des analyses ont été effectuées en vue de comprendre et expliquer les chiffres obtenus. Les informations provenant de l'approche qualitative ont été jointes pour étayer les résultats obtenus. Ces analyses ont été faites par pays en tenant compte du genre et des spécificités locales pour faire ressortir des tendances.

2.1.6 Équipe de recherche

Conformément aux termes de référence, la centralisation et l'analyse des données et informations ont été assurées par les consultants recrutés à cet effet. Ces activités se sont reposées sur une équipe multidisciplinaire ayant des compétences avérées et une solide expérience en matière de conduite de projet. Il s'agit expert en Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et d'un spécialiste en défense et sécurité. Les experts ont travaillé ensemble pour

concevoir les outils et les adapter au contexte du Burkina. Puis, l'expert GAR a procédé à l'analyse de l'ensemble des données et a été assisté par l'expert en défense et sécurité qui, en outre, a travaillé sur les concepts et les recommandations.

2.2. Difficultés et limites de la méthodologie

Dans le cadre de la réalisation de cette étude de base, plusieurs difficultés sont apparues.
La première est d'ordre technique et opérationnel. En effet, l'une des principales difficultés concerne la situation sécuritaire, qui restreint les mouvements et contraint à la prudence dans la collecte des données.
La seconde est d'ordre méthodologique et concerne d'abord le sondage. La détermination d'un chemin à suivre par l'enquêteur a certes des avantages en termes de dispersion, mais cette démarche peut tout de même faire perdre plusieurs informations pertinentes si d'aventure ce n'est pas le bon chemin qui est choisi. De même, elle n'autorise pas certaines généralisations des résultats de l'enquête. Ensuite, la parité n'a pas été respectée pour les zones d'intervention du projet ; toute chose qui a entraîné une surreprésentation des répondants de sexe masculin.
De plus, la taille de l'échantillon ayant été déterminée sur la base d'une méthode de sondage probabiliste, les critères tels que l'inclusion des individus et la taille de l'échantillon sont connus. En l'absence d'une base de sondage quoique connaissant la taille de la population, il n'est pas possible de garantir le caractère aléatoire de la sélection des individus de l'échantillon. Ainsi, la représentativité de l'échantillon et le caractère extrapolable des données restent sujets à caution.
Une autre limite est liée aux entretiens individuels menés auprès des FDS. Certaines contraintes expliquent le fait que le réalisé est inférieur au nombre prévu. Ces interviews non réalisées pourraient limiter l'appréciation des conflits et les moyens de les atténuer du point de vue des FDS. Cependant, les informations collectées par l'approche quantitative et celles issues des focus groups pourraient permettre de surmonter cette difficulté.
Enfin, le refus de certains répondants de se faire enregistrer présente des risques de compromission de la qualité de la restitution des agents, notamment en termes de crédibilité des informations. Toutefois, ce risque a été minimisé grâce aux échanges avec l'équipe des consultants.

3. Résultats

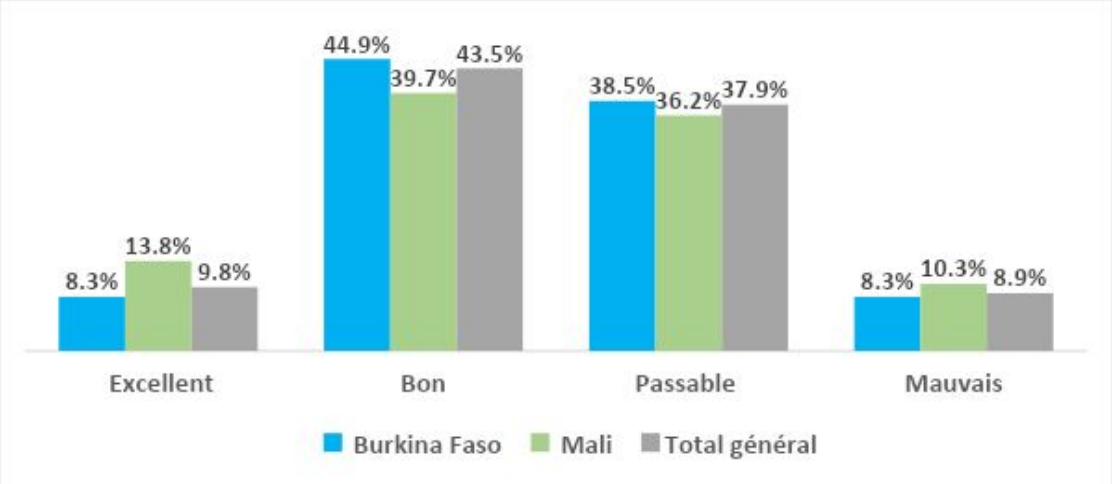
3.1 État de la confiance entre les communautés et les autres acteurs

La finalité du projet étant l'amélioration de la collaboration et de la confiance entre les principaux acteurs de la zone d'intervention, l'étude de base ambitionne la mise en évidence de l'état des lieux de la collaboration entre les acteurs afin de déterminer les principales causes de la conflictualité, avant la mise en œuvre des activités.

3.1.1 Niveau de confiance entre les autorités locales et les communautés dans les communes

Les répondants estiment que le niveau de confiance entre les autorités locales et les communautés est bon ou excellent. En effet, plus de la moitié des répondants (53,3%) le pensent, 37,9% affirment qu'il est passable et seulement 8,9% attestent que le niveau est mauvais. L'analyse par pays montre que le niveau de confiance est bon ou excellent respectivement à 53,5% au Mali et 53,2% pour le Burkina. Ces résultats sont confirmés par la déclaration d'un jeune leader d'association de Gorom-Gorom en ces termes : « ***Il existe une bonne collaboration entre les différents acteurs et tous fréquentent le cadre de de concertation provinciale qui regroupe tout le monde*** ». Alors que cette confiance est jugée faible par les répondants à 8,9%, soit 8,3% au Mali et 10,3% au Burkina.

Figure 4 : *Taux de confiance entre les autorités locales et les communautés*



En effet, au Burkina, la tendance qui est de 29,4% à Ouahigouya et 23,5% à Thiou, est confirmée par un des adjoints du Maire de Thiou en ces termes : « ***le niveau de la confiance est mauvais, car la peur règne et il y a une méfiance réciproque entre les administrés et les autorités locales***».

Dans cette commune, les élus locaux sont pour la plupart hors de la localité et seul le préfet arrive à travailler sous haute sécurité. Quant à Ouahigouya, chef-lieu de la Région, elle accueille la plupart des personnes déplacées internes (PDI)[1].

Au Mali, à cause du manque de cadres de concertation appropriés et formels, la situation est très précaire et volatile comme l'atteste un leader communautaire de Bondo : « ***il n'y a pas de cadres de dialogue entre nous et les autorités locales*** ». De même, à Koro, une femme leader jeune ajoute que « ***la peur existe toujours parce que nos écoles et autres services sont toujours fermés*** ».
A Baye, les jeunes ayant participé aux focus group relèvent ***« une baisse du niveau de confiance, depuis que les enlèvements des personnes ciblées ont commencé*** ».

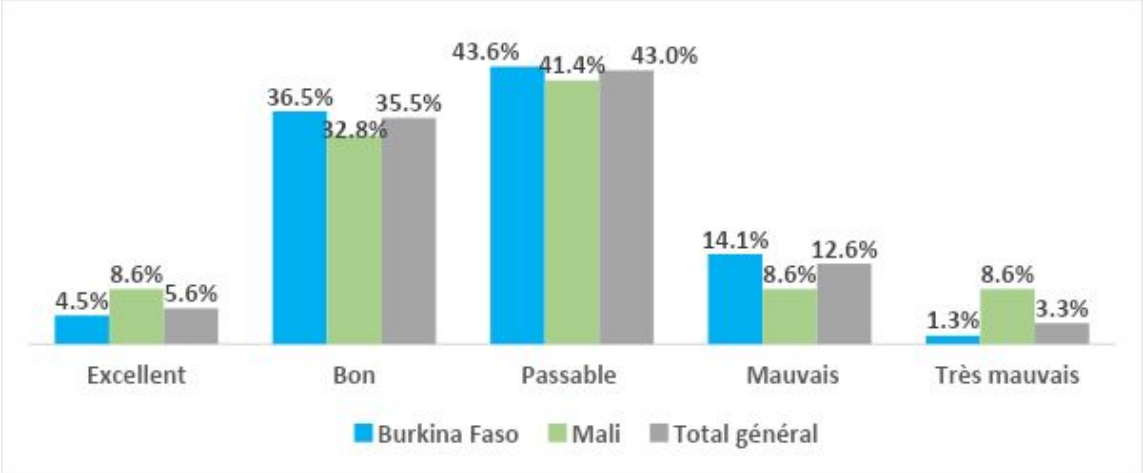
En tout état de cause, nous pouvons retenir que la confiance est désormais établie entre les différents les acteurs de base et que cela constitue un atout sur lequel le projet pourrait s'appuyer pour travailler. C'est pourquoi, tenant compte de l'importance des cadres de concertation, surtout entre les autorités de proximité et les communautés qu'elles sont censées servir au niveau local, il conviendrait d'en créer là où il en manque. La question sécuritaire est également un point à considérer dans les communes, afin de restaurer la confiance entre les communautés et les autorités locales.

3.1.2 Niveau de la confiance entre les FDS et les communautés dans les communes

Les répondants estiment que le niveau de confiance entre les FDS et eux est passable. En effet, quatre (04) répondants sur dix (10), soit 43% l'attestent. 41,1% pensent qu'il est bon ou excellent quand 15,9% pensent que le niveau est mauvais/très mauvais. L'analyse par pays montre qu'au Mali, ceux qui pensent que le niveau de confiance est bon ou excellent, sont plus nombreux qu'au Burkina. En effet, comme la figure ci-dessous le montre, 41,4% des répondants au Mali pensent que le niveau de confiance entre les acteurs est bon ou excellent, alors qu'au Burkina ils représentent 41%. Ces taux sont liés au fait que le niveau de confiance est instable et tout incident entraîne immédiatement une reconsidération des positions.

Figure 5 : *Taux de* confiance entre les FDS et les communautés

[1] A la date du 08 septembre 2020, le Burkina comptait 19.893 réfugiés et 1.034.609 personnes déplacées internes, dont 74.527 pour la région du Nord, soit pour les localités couvertes par le projet 21.128 à Ouahigouya, 6.407 à Thiou, 23.375 à Titao, et 1.509 à Bahn. La région du Sahel comptait 344.569, soit 23.232 à Gorom-Gorom et 42.033 à Dori (Source : OCHA, https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/burkina-faso)



Dans la commune de Ouahigouya, le taux global de cette appréciation qui est de 17,9%, est corroboré par les propos d'un agent féminin des Eaux et Forêts en fonction à Ouahigouya : « ***Avant, il y avait une grande confiance. Mais depuis un certain temps, avec l'avènement du terrorisme, la confiance entre les populations et les FDS que nous sommes, s'est beaucoup fragilisée*** ». Prenant son contre-pied, un jeune leader d'OSC de Baye affirme que « ***la collaboration/confiance est bonne, et sur les questions de sécurité, stabilité et paix, quand bien même l'état est absent depuis le début de la crise, les communautés et les autorités communales se débrouillent avec l'appui ponctuel des FDS*** ».

Aussi, dans les six localités au Mali, le taux moyen d'appréciation négative (mauvais/très mauvais) est de 17,2% à cause de la peur mutuelle qui existe entre FDS et populations, du fait notamment des exactions, des assassinats ciblés des leaders, des actes de tortures et des enlèvements. Un leader communautaire féminin l'affirme en ces termes : « ***La peur existe toujours parce que nos écoles et autres services sont toujours fermés et cela engendre un manque de confiance*** ».

La situation sécuritaire influence l'appréciation des populations sur la confiance qu'elles entretiennent avec les FDS. L'insécurité tend à un clivage des relations et engendre un sentiment de peur au niveau des populations qui craignent les exactions des FDS. De plus, leur incapacité à apporter des réponses efficaces à l'insécurité renforce le manque de confiance. Enfin, les cadres d'échanges constituent des opportunités pour restaurer la confiance là où elle est défaillante.

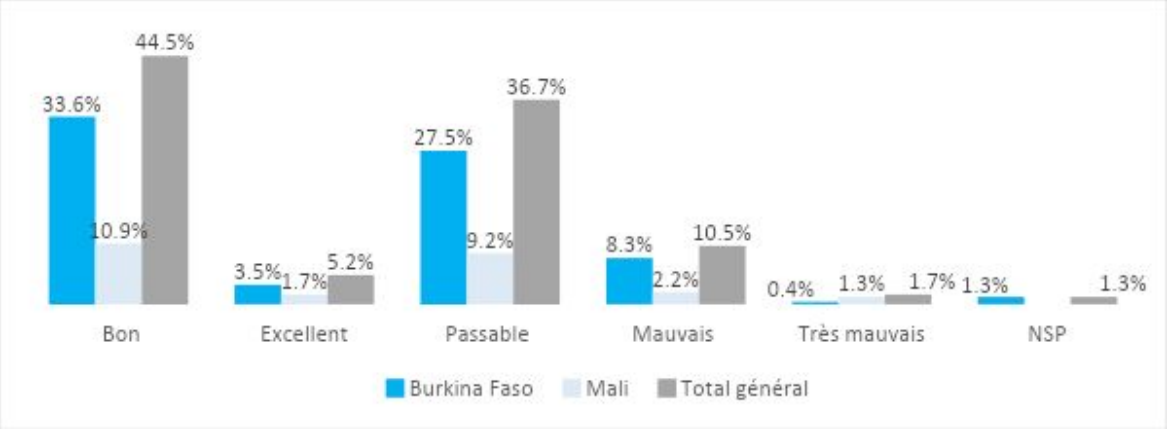
3.1.3 Niveau de confiance entre les autorités administratives et les communautés

Près de la moitié (49,7%) des répondants dans les deux pays estiment avoir un bon/excellent niveau de confiance avec les autorités administratives, soit 37,1% au Burkina et 12,6% au Mali. Cependant, les difficultés demeurent puisque 12,3% des répondants (5,9% d'hommes et 6,4% de femmes) affirment que la confiance entre les deux groupes d'acteurs est mauvaise/très mauvaise. Dans ces localités, les préfets, les hauts-commissaires, les secrétaires de préfectures pour des

raisons de sécurité n'y résident plus de façon permanente. Il en est de même dans les différentes communes du Mali où ce taux est estimé à 13,8%, dont 7,2% de femmes.

Si l'on considère le cumul des données à connotation négative de la part de certains des répondants, on peut s'en inquiéter malgré l'excellence du niveau de confiance perçu par les autres répondants, du fait qu'il représente un plus de 50 %. De plus, le manque de confiance des communautés aux autorités est plus prononcé au Mali selon les répondants ; ce qui pourrait se justifier par la qualité moindre de la gouvernance et surtout par l'absence de l'administration. Sur ce dernier point, l'impression que semble avoir les communautés sur le « repli » des autorités administratives hors de leurs circonscriptions, est un sentiment légitime d'abandon. Comment alors faire confiance à ceux-là qui agissent ainsi ? Serait-on tenté de se demander, même si évidemment la posture de l'administration est également compréhensive. Le Projet pourrait donc travailler à rassurer les populations et à encourager l'administration à trouver les moyens appropriés pour rester en contact avec les populations, tout en espérant que le retour de l'administration dans les zones sous menace s'effectue rapidement.

Figure 6: *Taux confiance entre les autorités administratives et les communautés*



3.2 Etat de la collaboration entre les communautés et les autres acteurs

3.2.1 Niveau de la collaboration entre les autorités locales et les communautés

Les répondants sur la question de leur collaboration avec les autorités locales nous enseignent qu'elle est appréciable dans les deux pays. En effet, 47,2% des répondants (Burkina et Mali) estiment avoir une bonne ou excellente collaboration avec les autorités. Ce niveau de collaboration au Burkina s'explique par l'existence des cadres de dialogue. Ainsi selon le chef de canton de Gorom-Gorom, « ***le niveau est bon, car la population fréquente le cadre de concertation provinciale qui regroupe tout le monde*** ». Au Mali, ce résultat s'explique par la participation des communautés aux réunions (Cadres de concertations). Ainsi le FGD réalisé à Koro, rapporte les propos des femmes qui reconnaissent que « ***la bonne collaboration est la***

résultante de la participation des populations aux réunions organisées par la collectivité locale ».

Toutefois, ce sont 7,8% d'entre eux qui estiment que la collaboration est mauvaise. Les raisons avancées sont entre autres la prétendue complicité de certaines autorités avec les terroristes. Ainsi selon, un responsable religieux à Titao, « ***Le niveau de collaboration est très faible parce qu'il y a des autorités qui sont complices des terroristes*** ».

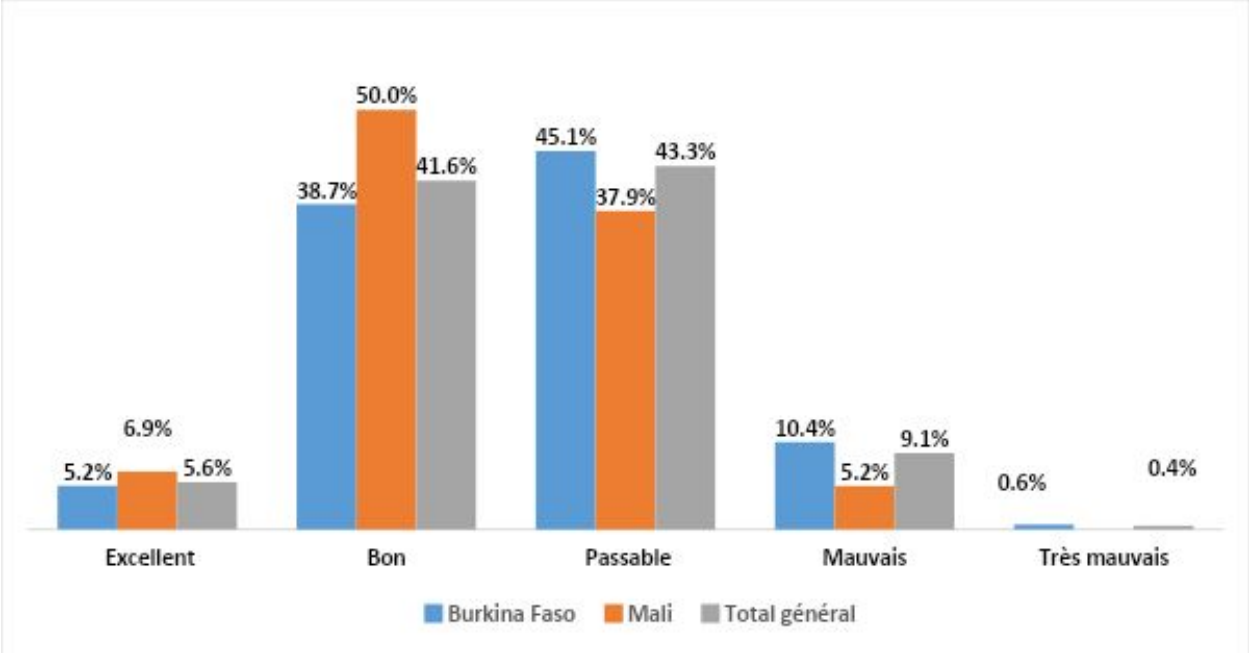
Cependant, au Mali, plus de la moitié (56,9%) des répondants estiment avoir une bonne ou excellente collaboration avec les autorités locales contre 37,9% qui pensent avoir une collaboration passable. Seulement 5,2% estiment que la collaboration est mauvaise ou très mauvaise.

Le rôle que jouent les cadres de concertation dans la qualité de la collaboration entre ces deux acteurs a été mis en évidence par les répondants. Ils constituent alors une base de travail très intéressante. Cependant, quoique minime, une suspicion réciproque subsiste à tort ou à raison dans les esprits d'une minorité des répondants tant au niveau des autorités locales qu'à celui des communautés. Il conviendrait de travailler à améliorer ce climat avant la phase d'exécution du projet, car très souvent, les perceptions négatives influencent plus facilement les perceptions positives.

L'on pourrait s'inspirer alors des localités où le niveau de collaboration est excellent, et encourager la participation des populations aux réunions organisées par les cadres de concertation. Bien évidemment, il faudrait en créer là où il n'en existe pas. Par ailleurs, il conviendra de prendre en compte le fait de l'influence d'autres facteurs qui peuvent justifier la mauvaise qualité de la collaboration entre les acteurs, même dans les cas où les cadres de concertation existeraient dans ces localités. Ces facteurs peuvent être entre autres l'exclusion et le clientélisme.

Les communes de Sokoura, Koro, Dori, Ouahigouya et Thiou sont les localités où le projet devra travailler à améliorer la collaboration entre autorités locales et populations

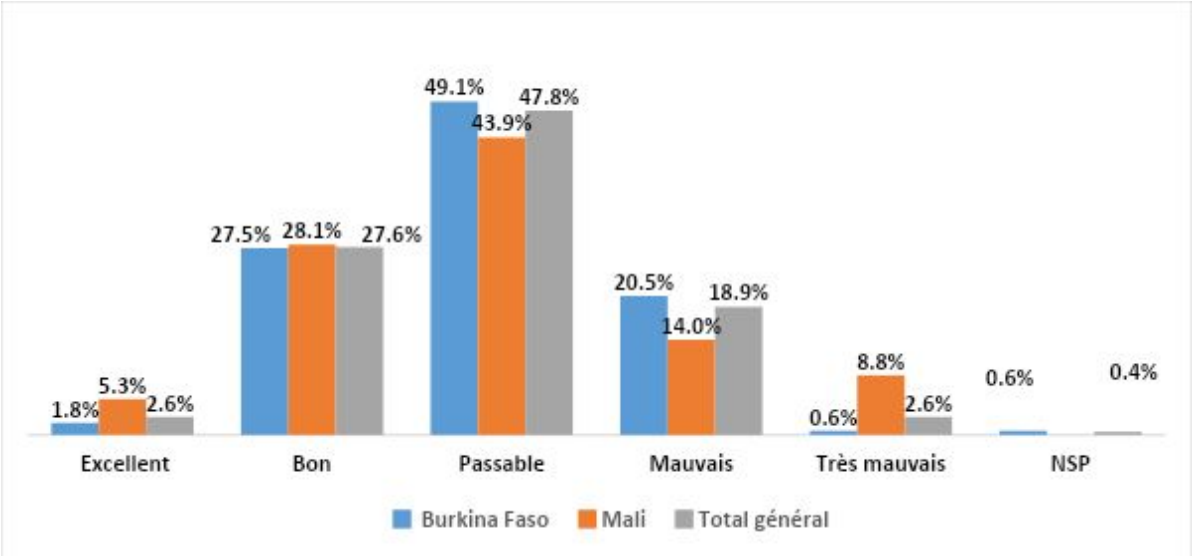
Figure 7*: Taux collaboration entre les autorités locales et les communautés*



3.2.2 Niveau de la collaboration entre les FDS et les communautés dans les communes

Les répondants estiment que le niveau de collaboration entre les FDS et les communautés est passable dans les deux pays. En effet, près de la moitié des répondants (47,8%) pensent ainsi. Cependant 21,5% des répondants affirment que la collaboration entre FDS et communautés est mauvaise/très mauvaise. Selon les propos d'un militaire en poste à Sokoura, « ***le niveau de collaboration varie car dans certains endroits la stabilité y est, mais à d'autres endroits c'est relatif*** ».

Figure 8 : *Taux de la collaboration entre les FDS et les communautés*



La qualité de la collaboration entre les FDS et les communautés est en rapport direct avec la question sécuritaire. On peut considérer alors le niveau de collaboration particulièrement bas, si l'on met ensemble les réponses passables et mauvaises apportées par les répondants. Ces résultats imposent alors qu'un effort soit fait dans le sens d'une amélioration. La situation est assimilable au serpent qui se mord la queue, car sans la collaboration de la population, l'efficacité opérationnelle face à l'insécurité ne sera pas atteinte. Mais, ce sont aussi les bons résultats des FDS sur le plan sécuritaire qui emmèneront une plus grande collaboration des populations.

Il convient de souligner que les initiatives existantes visant à l'amélioration de la collaboration entre les FDS et les communautés, devraient être particulièrement renforcées par le projet dans toutes les localités de sa zone d'intervention ; toute chose qui contribuera à sa réussite.

3.2.3 Niveau de collaboration entre les autorités administratives et les communautés dans les communes

L'analyse globale des données montre que la collaboration entre les autorités administratives et les communautés est bonne ou excellente dans les différentes communes (43,1%), soit 31,9% d'hommes et 15,7% de femmes. Il ressort des focus groups que cette collaboration se justifie par une évolution positive de la situation dans la zone par le partage d'informations avec les autorités. Ainsi, les femmes qui y ont participé affirment que « ***la collaboration revient petit à petit avec le partage d'informations*** ».

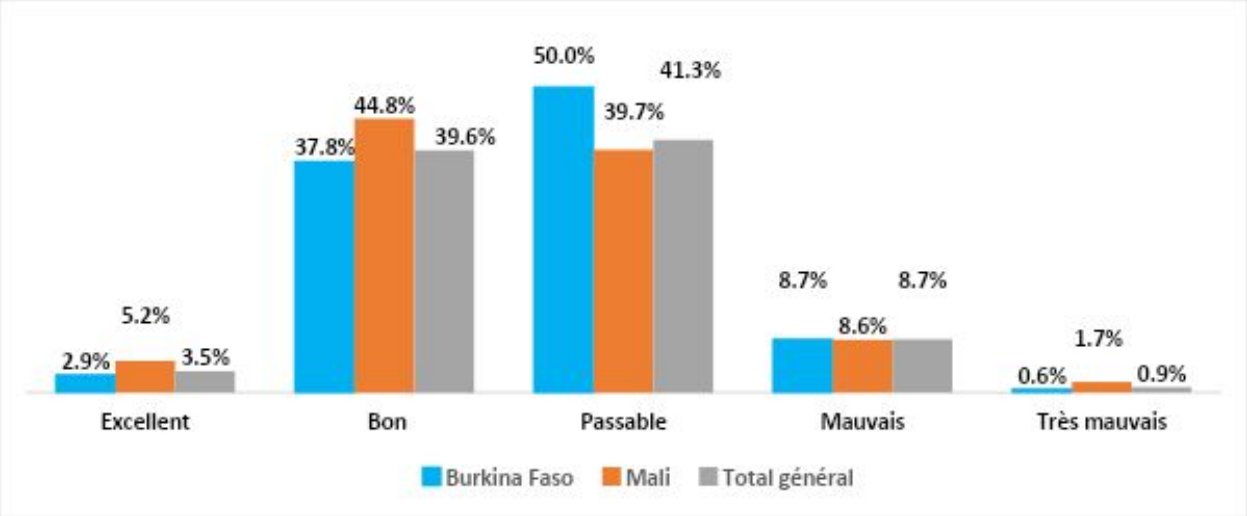
Dans le même temps, 9,6%, dont 5,5% de femmes estiment que la collaboration est mauvaise/très mauvaise**.** Cette appréciation a été confirmée par un leader d'un comité de paix lors des entretiens à Dori : « ***Les communautés n'ont aucune confiance en la capacité des dirigeants à stabiliser le pays*** ». Aussi, à Ouahigouya, un chef de canton déclare : « ***La confiance est partie, il n'y a plus de confiance entre nous*** ».

Le niveau de collaboration est fonction de la confiance que les populations ressentent vis-à-vis des autorités administratives selon l'étude. A cela, il faut ajouter que la dépréciation de la confiance du fait de la mal-gouvernance et l'incapacité à apporter des réponses satisfaisantes aux préoccupations des populations, contribue, également à éroder le niveau de confiance et subséquemment influencent le niveau de collaboration. C'est la raison pour laquelle certaines localités où le niveau de collaboration est bas méritent plus d'attention dans le cadre du projet.

La perception est plus négative du côté des femmes, sans doute parce qu'elles sont moins sollicitées par les autorités administratives.

Les communes de Baye, Sokoura, Koro, Banh, Ouahigouya, Thiou sont les localités dans lesquelles Search devrait mettre plus d'efforts pour améliorer davantage la collaboration entre autorités locales et communautés.

***Figure 9**: Taux de collaboration entre les autorités administratives et les communautés*



3.3 État de la confiance et de la collaboration entre les acteurs des deux côtés des frontières

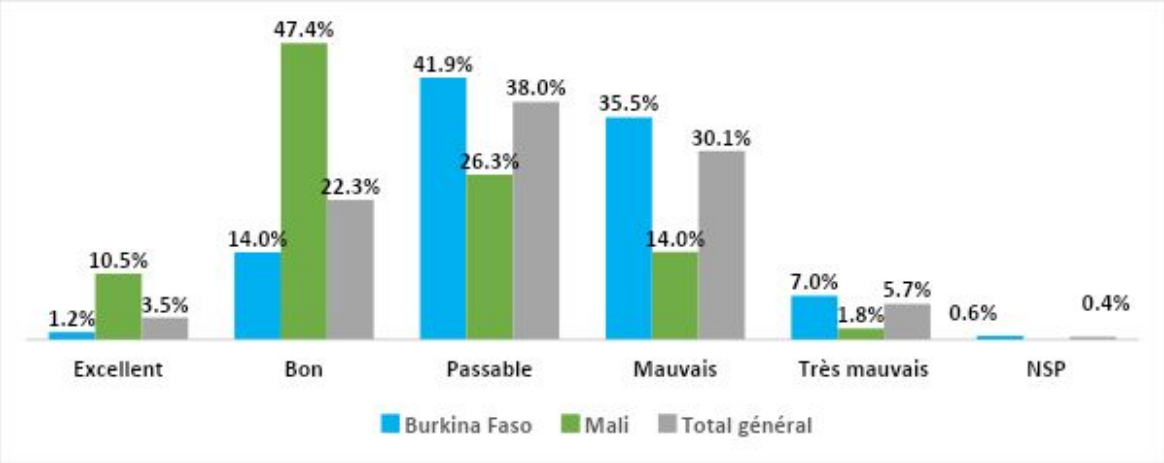
3.3.1 Niveau de la confiance entre les populations des deux côtés des frontières (Burkina et Mali)

L'enquête menée auprès des communautés dans les deux pays révèle que d'une manière générale, le niveau de confiance entre les populations des deux côtés de la frontière Burkina-Mali est passable (38%). En effet, l'analyse par pays indique que plus de la moitié des répondants au Mali (57,9%) ont une bonne ou excellente confiance avec les communautés Burkinabè. Cependant, seulement 24,2% des répondants confirment leur bon ou excellent niveau de confiance avec les Maliens. Cette confiance mitigée de la part des Burkinabè serait due aux attaques djihadistes. Cette appréciation est relayée par les femmes de Baye au Mali qui ont pris part au FGD, en ces termes : « ***La confiance entre les acteurs au-delà des frontières sur les questions de sécurité, de stabilité et de paix reste défectueuse car les populations du Burkina Faso pensent que nous avons des relations étroites avec les djihadistes or tel n'est pas le cas*** ». Aussi, au Burkina, les jeunes de Gorom-Gorom ayant participé au focus affirment également que « ***la confiance n'est pas à l'ordre du jour, car les djihadistes viennent de l'autre côté de la frontière*** ».

En réalité, ce ressenti de part et d'autre s'explique uniquement par les attaques récurrentes des deux côtés de la frontière. En effet, l'une des conséquences de l'insécurité est de pousser les

populations à s'accuser mutuellement. Si les allégations du côté du Burkina portent sur la source de l'insécurité qui serait le Mali, les maliens quant à eux pensent que le Burkina sert de base-arrière ou à tout le moins de zone de repli, laissant penser à la complicité des populations burkinabè. En tout état de cause, il est difficile d'approuver des thèses d'une implication directe et délibérée des populations à la violence. Ce qui paraît sûr En revanche ce qui est sûr c'est que ces populations sont victimes de l'insécurité et peuvent également être instrumentalisées. Les dimensions socio-culturelles de l'extrémisme violent sont très complexes et ne devraient pas s'accommoder d'une quelconque stigmatisation. Du reste, faut-il rappeler, ce sont les mêmes populations avec des liens multiséculaires et variés qui vivent de part et d'autre de la frontière « administrative ». Par conséquent, le projet pourrait se saisir cette dimension à la faveur des activités de sensibilisation pour rassurer les uns et les autres sur les motivations réelles des groupes extrémistes violents et la nécessité de conjuguer leurs efforts pour combattre la menace qu'ils représentent dans les deux pays.

***Figure 10** : Taux de confiance entre les populations des deux côtés des frontières*



3.3.2 Niveau de la collaboration entre les populations des deux côtés des frontières (Burkina et Mali)

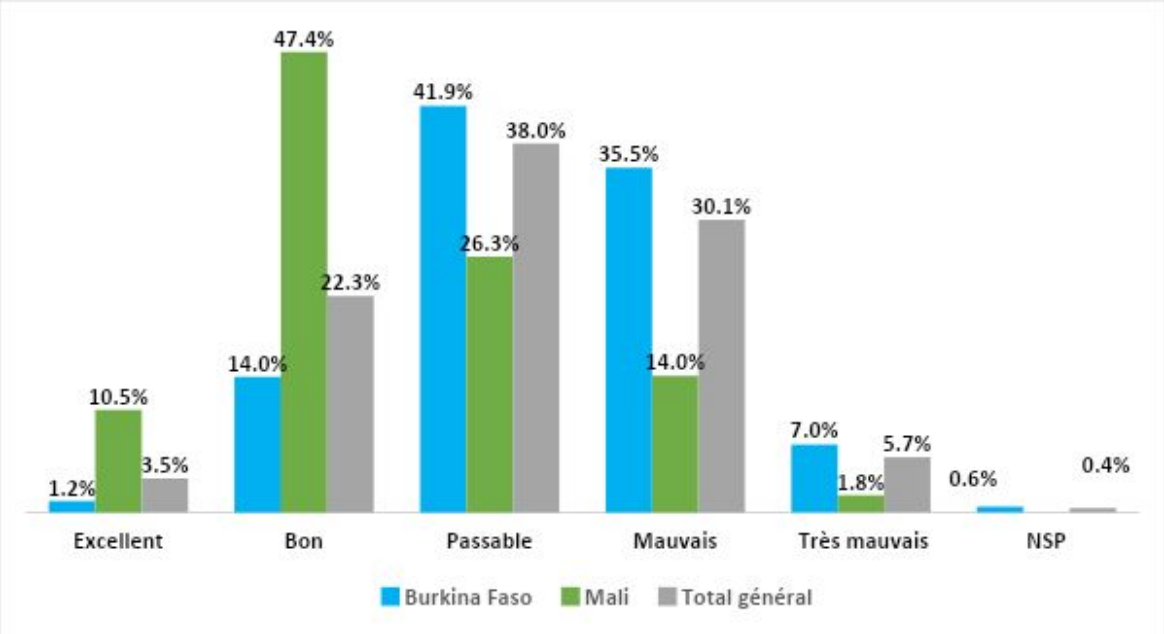
Dans l'ensemble et pour les deux pays, 41,3% des répondants estiment que la collaboration entre les populations des deux côtés de la frontière Burkina-Mali, est passable.

Il ressort également des données de l'enquête que 43,6% des répondants au Burkina affirment que la collaboration entre populations des deux côtés des frontières est passable contre 34,5% au Mali. 56,9% des répondants au Mali estiment que la collaboration entre les deux populations est bonne ou excellente contre seulement 19,2% des Burkinabè qui le pensent. Il ressort des guides d'entretiens que le faible niveau de collaboration entre les deux pays est dû aux attaques des djihadistes.

Le niveau de confiance affecte celui de la collaboration. En effet, les résultats obtenus le confirment, car, sans confiance, il ne pourrait y avoir de collaboration, étant entendu que « *pour marcher ensemble, deux personnes doivent préalablement se comprendre et s'apprécier*

mutuellement ». L'état de la collaboration étant tributaire de la confiance entretenue entre les acteurs, c'est sur elle qu'il conviendrait alors d'agir pour faire bouger les lignes.

Figure 11 *: Taux de collaboration entre les populations des deux côtés des frontières*



3.3.3 Niveau de la confiance entre les autorités locales des deux côtés des frontières (Burkina et Mali)

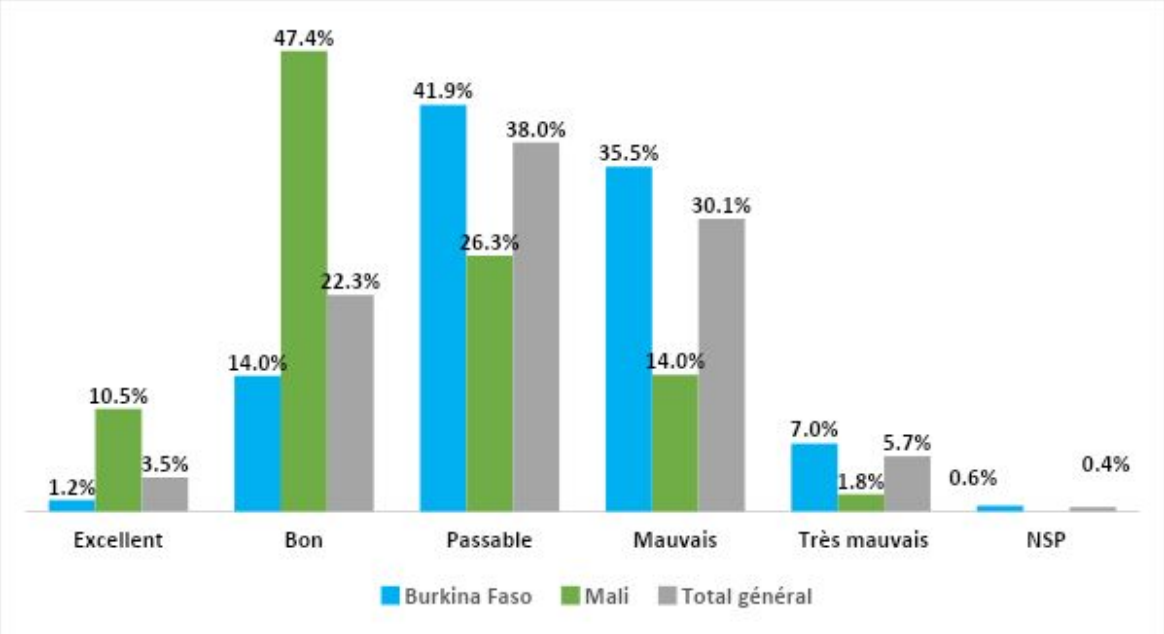
Les répondants estiment que le niveau de confiance entre les autorités locales des deux côtés des frontières est passable. Alors que 34,1% pensent qu'ils entretiennent une bonne ou excellente collaboration contre 29,7% qui estiment qu'elle est mauvaise ou très mauvaise.

L'analyse par pays indique que 42,1% des répondants du Mali estiment que leurs autorités locales ont un bon ou excellent niveau de confiance avec les autorités locales burkinabè, comme l'affirme le Maire de Baye : « ***Il n'y a pas de problème entre les acteurs au-delà des frontières Mali-Burkina*** ». Alors que, 36,1% de burkinabè pensent que le niveau de confiance entre leurs autorités et celles du Mali est mauvais ou très mauvais. A ce sujet, lors des entretiens, un acteur OSC à Ouahigouya confirme cette tendance en disant que « ***La crise de confiance est profonde, les cœurs sont meurtris de part et d'autre*** ».

Le niveau de confiance est en baisse du fait de l'insécurité. Il faut déplorer cet état de fait car l'on ne peut espérer une lutte efficace contre l'insécurité dans les deux pays sans une concertation permanente et une coopération soutenue et entretenue entre les autorités frontalières, voire au-delà. Pire, très souvent, les mécanismes transfrontaliers qui existent ne sont pas mis en œuvre ou dans le meilleur des cas ils le sont, c'est avec une timidité qui ne peut produire les résultats escomptés.. Or, faut-il le rappeler, l'insécurité dans les deux pays résulte à quelques variantes près, des mêmes dynamiques. Il n'est donc pas étonnant de constater que

malgré leur engagement, le Burkina et le Mali ne parviennent toujours pas à juguler la crise sécuritaire. Les résultats opérationnels reflètent indiscutablement le niveau de confiance et subséquemment celui de la collaboration. Il conviendrait donc d'appeler les acteurs étatiques à une réorientation de leurs stratégies nationales vers une mise en œuvre efficiente des mécanismes de coopération transfrontalière.

Figure 12 *: Taux de confiance entre les autorités locales des deux côtés des frontières*



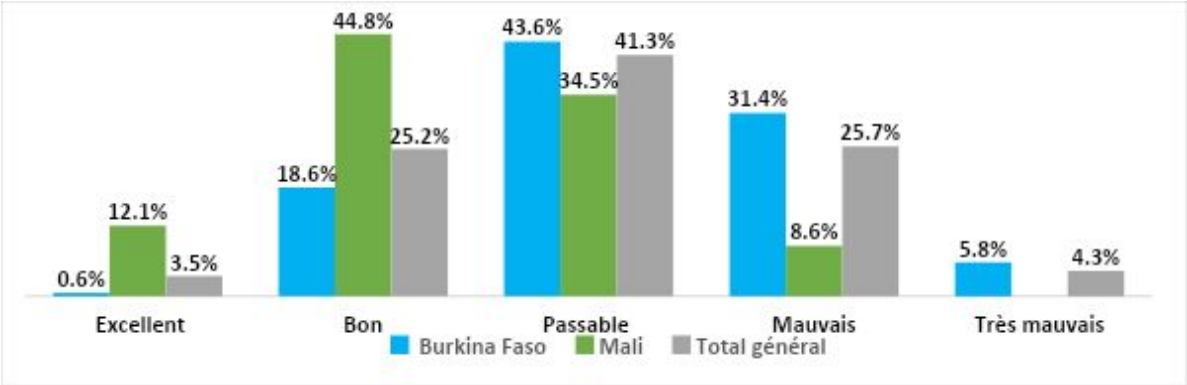
3.3.4 Niveau de la collaboration entre les autorités locales des deux côtés des frontières (Burkina et Mali)

Il ressort d'une manière générale, que le niveau de collaboration est passable (38,9%) entre les autorités locales des deux côtés des frontières du Burkina et du Mali. En effet, l'analyse par pays indique que la moitié des répondants au Mali (50%) estiment que le niveau de collaboration est passable entre les autorités locales des deux côtés des frontières, contre 35,1% au Burkina Faso qui le pensent. Toutefois, 43,1% % des répondants au Mali affirment que leurs autorités ont un bon ou excellent niveau de collaboration avec leurs homologues Burkinabè.

Cette bonne collaboration serait due à une bonne communication entre les autorités et pour preuve, l'adjoint du Maire de Baye affirme : « ***De part et d'autre des frontières, les maires communiquent quotidiennement pour trouver des issues favorables pour la paix, mais souvent, les attaques de djihadistes viennent mettre en cause cette dynamique et chacun pense que c'est la faute de l'autre, réduisant ainsi la confiance entre nous, avec pour conséquence la méfiance*** ».

Il ressort des entretiens que cette situation se justifie selon les Burkinabè, par le manque de communication. En effet, un militaire de Ouahigouya ayant participé aux entretiens affirme que « ***la principale cause reste le manque de communication permanente entre les autorités locales aux frontières des deux pays*** ».

Figure 13 : *niveau de collaboration*



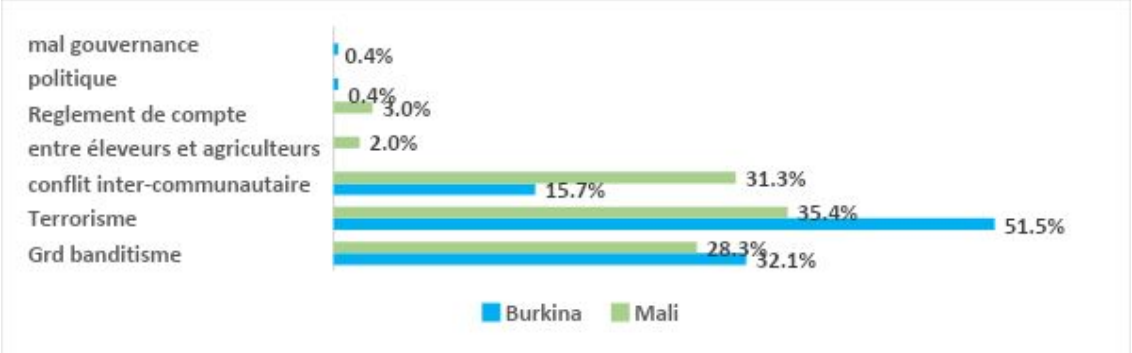
Les niveaux de confiance et de collaboration d'une part entre les autorités locales frontalières et d'autre part entre les populations frontalières, sont passables. L'insécurité ne facilite pas les échanges, étant entendu que de part et d'autre des frontières l'administration a été obligée de se délocaliser. De plus, certains mécanismes de coopération transfrontalière, en matière de police criminelle par exemple, peinent à être mis en œuvre. Quant aux populations, ce sont celles du Burkina qui apprécient plus négativement leurs rapports avec leurs homologues du Mali. Ce phénomène n'est pas singulier. En effet, l'une des conséquences de l'insécurité c'est de cliver les communautés sur fond d'accusations aux relents de boucs émissaires. Les échanges réguliers et les activités menées conjointement peuvent contribuer à améliorer les rapports à tous ces niveaux.

3.4 Propension des jeunes à la violence au sein des communautés rurales et dans les dynamiques transfrontalières

3.4.1 De la violence des jeunes

Le constat est que dans les deux pays, la menace terroriste a pris de l'ampleur, suivie du grand banditisme et des conflits intercommunautaires. En effet, plus de la moitié des répondants au Burkina Faso (51,5%) confirment l'existence du terrorisme dans leurs localités. Du côté malien, ce taux est de 35,4%. En ce qui concerne le grand banditisme, 32,1% des répondants au Burkina Faso le confirment. Quant aux conflits intercommunautaires, 31,3% de répondants au Mali et 15,7% au Burkina confirment la réalité de cette menace.

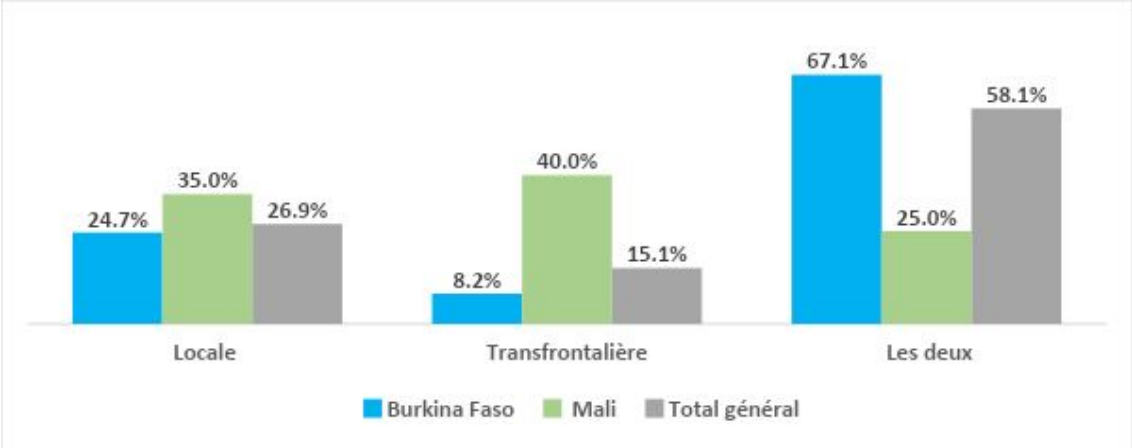
Figure 14 : *Causes de la violence des jeunes*



L'analyse globale des données montre que près de quatre (04) répondants sur dix (10) confirment l'implication des jeunes dans les actes de violence. En effet, 28.4% de Burkinabè le pensent, contre 8.7% au Mali, comme l'atteste le tableau ci-dessous.

En réalité, ces jeunes sont impliqués dans les violences à la fois transfrontalières et locales d'après les répondants. Ainsi 67,1% des répondants au Burkina Faso ont confirmé que ces violences sont d'origine locale et transfrontalière et au Mali le résultat est de 58% (figure 6).

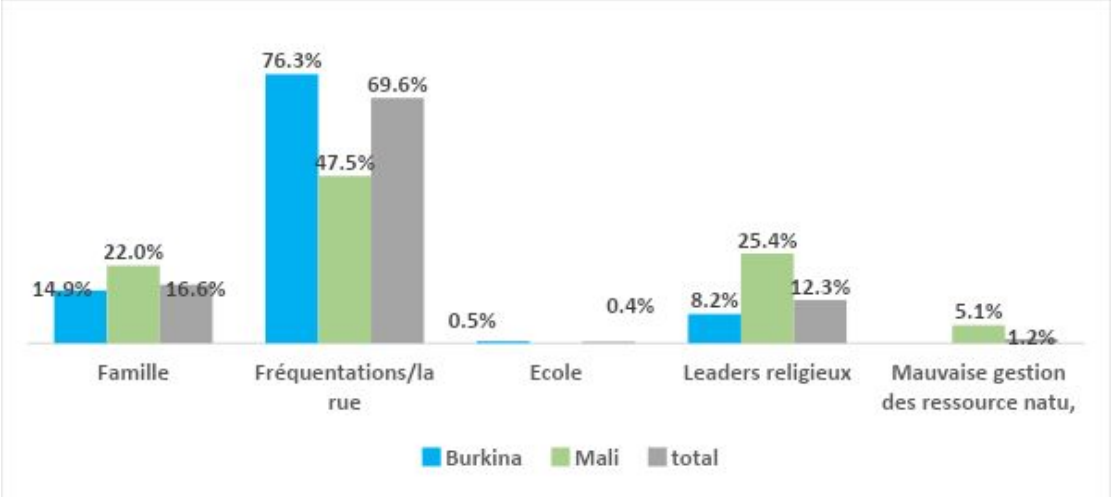
Figure 15 : *Origine de la violence*



Selon les analyses quantitatives, dans les deux pays, les principales raisons qui poussent les jeunes à la violence sont le chômage et la pauvreté (26%), soit 31% de répondants au Mali et 25% au Burkina qui l'attestent. Par ailleurs, au Mali les répondants estiment que la vengeance (25%) et l'injustice (22%), sont les autres raisons qui poussent les jeunes à la violence. Au Burkina Faso, après la pauvreté et le chômage, ce sont les frustrations (14%) qui poussent les jeunes à la violence d'après les répondants. Ces analyses sont confirmées par le chef de canton de Ouahigouya en ces termes : « ***La paupérisation des populations, le désespoir sont les vraies raisons qui poussent les jeunes à la violence*** ».

Les facteurs d'incitation à la violence sont entre autres les fréquentations et la rue (69,6%), les prédications de certains leaders religieux (12,3%) et les messages diffusés dans les familles (16,6%). 76,3% de répondants Burkinabè pensent que les fréquentations et la rue constituent le facteur premier qui incite plus les jeunes à la violence, contre 47,5% de répondants au Mali. Un quart des répondants maliens (25,4%) pensent que les leaders religieux sont les auteurs d'incitation à la violence. Mais au Burkina, seulement 8,2% des répondants le pensent ainsi.

Figure 16 : *Les facteurs d'incitation à la violence*



Il convient de souligner que la majorité des répondants certifient à 77,6%, que la famille joue un rôle de pacificateur et de facilitateur en matière de recherche de la paix. Cette tendance est confirmée dans les groupes de discussion et se justifierait par la bonne collaboration et le partage d'informations. En effet plus de trois quarts des répondants au Mali et au Burkina Faso notent le rôle de la famille et de la communauté est la recherche de la paix. Les déclarations des jeunes ayant pris part aux focus groups le corroborent : ***« Les communautés et les familles s'impliquent et collaborent mieux par l'apport d'informations et de conseils*** ». De même, les propos des femmes ayant participé au focus group à Koro au Mali viennent soutenir ceux des jeunes. En effet, selon elles, ***« Des prières collectives, sensibilisations permettent aux jeunes de ne pas sombrer dans la violence*** ». Par ailleurs l'adjoint du maire de Koro affirme que « ***Les communautés sont aujourd'hui en première ligne dans la résolution des conflits. Elles n'ont pas attendu les autorités ou les partenaires pour prôner le dialogue et les échanges avec les jeunes de façon permanente*** ».

La pertinence de cette implication des communautés et des familles dans la socialisation des jeunes est indiscutable, dans un contexte précarité et donc de vulnérabilité, comme le rappelle si bien cet adage : « ***Dis-moi qui tu fréquentes et je te dirai qui tu es*** ».

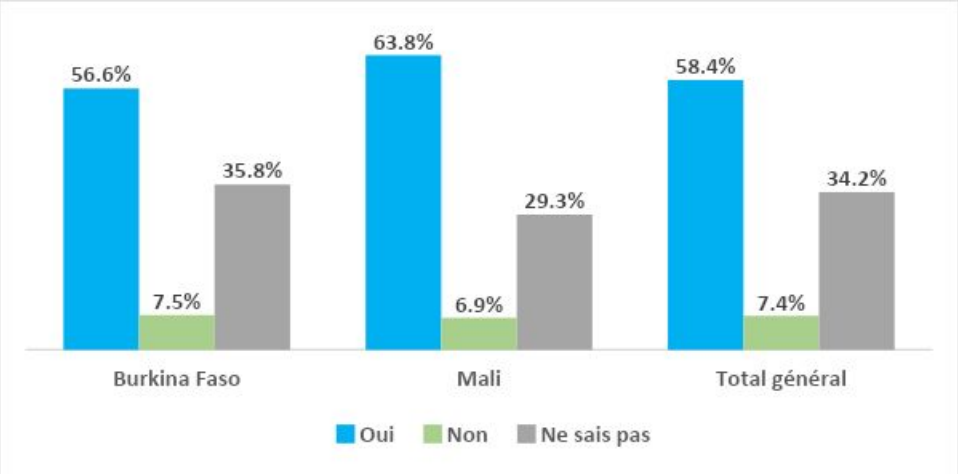
L'implication des jeunes dans les actes de violence extrême en général et dans la criminalité nationale et transfrontalière en particulier est une réalité tant au Burkina qu'au Mali. Le constat

que l'on fait dans la plupart des pays, notamment dans les deux précités, est que le milieu des jeunes est très perméable aux doctrines et courants qui véhiculent la violence. De plus, à cause du désœuvrement, beaucoup de jeunes se retrouvent sans encadrement dans les « grins », hors des familles et des structures sociales. Ils y passent le plus clair de leur temps et, très souvent, c'est dans un état de vulnérabilité qu'ils tombent sous la séduction d'idées malveillantes.
Par ailleurs, le rôle des familles et des communautés reste prépondérant malgré le fait que les jeunes se retrouvent dans des milieux non contrôlés, qui, pour certains d'entre eux, restent tout de même des espaces de socialisation. C'est donc dans les familles et les communautés qu'il conviendrait de travailler par la sensibilisation, pour réorienter l'activisme des jeunes vers des objectifs nobles, notamment dans le cadre du civisme et d'une citoyenneté responsable. Cependant, ces actions pourraient également être renforcées par d'autres directement au niveau des jeunes dans leurs espaces de rencontre.

3.4.2 Initiatives des jeunes contre la violence

Dans la zone d'intervention du projet, près de six (6) répondants sur dix (10) des membres des communautés estiment qu'il existe des initiatives visant à sensibiliser les jeunes sur la violence, comme l'atteste la figure ci-dessous. Il s'agit de conférences, de séances de sensibilisations à travers les cadres d'échanges initiés par les OSC, les ONG, les autorités locales, administratives, religieuses, etc.

Figure 17 : *Existence d'initiatives visant à sensibiliser les jeunes sur la violence*



En moyenne, 62,8% des répondants déclarent que les jeunes sont en mesure de dénoncer des cas d'auteurs de violence aux FDS. Ainsi, au Burkina, 65,3% des répondants l'attestent. Du reste, parmi eux, 45,1% ont affirmé être prêts à dénoncer aux FDS, 50% des cas d'auteurs de violence et seulement 10,6% pensent pouvoir les dénoncer tous (100%). En revanche, au Mali 55,2% des répondants déclarent que les jeunes sont en mesure de dénoncer les cas de violence aux FDS,

mais 31,3% ont confirmé être disposés à dénoncer aux FDS 50% des cas d'auteurs de violence et seulement 21,9% pensent pouvoir les dénoncer tous (100%).
La situation au Burkina pourrait se justifier par le fait que les jeunes ont moins de récriminations envers les FDS, d'où l'existence d'une confiance certaine entre ces deux acteurs. Au regard des bonnes dispositions que l'on rencontre chez les jeunes, comme le révèlent les données recueillies, on pourrait ainsi travailler à partir de cette cible pour bâtir une collaboration avec les FDS. Les cadres d'échanges avec les jeunes existant déjà sur le terrain, un partenariat avec les ONG, les OSC et les autres initiatives pourraient faciliter l'instauration d'une collaboration durable entre les différents acteurs.

Figure 18 : *Perception des jeunes à dénoncer des cas d'auteurs de violence aux FDS*

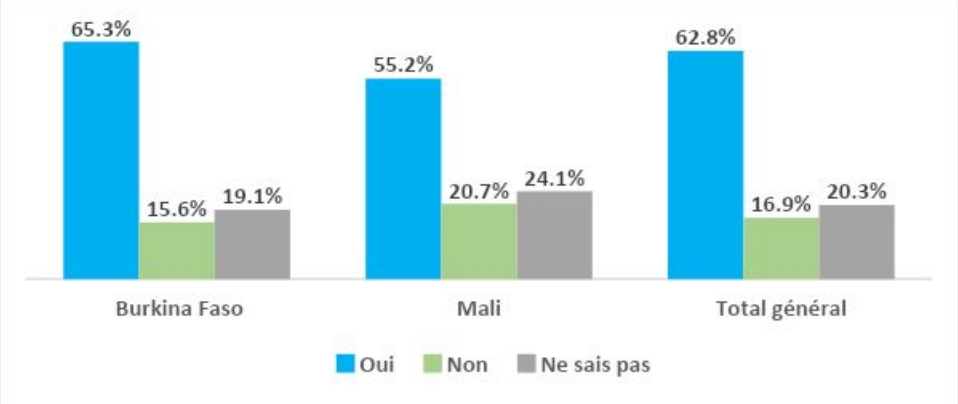
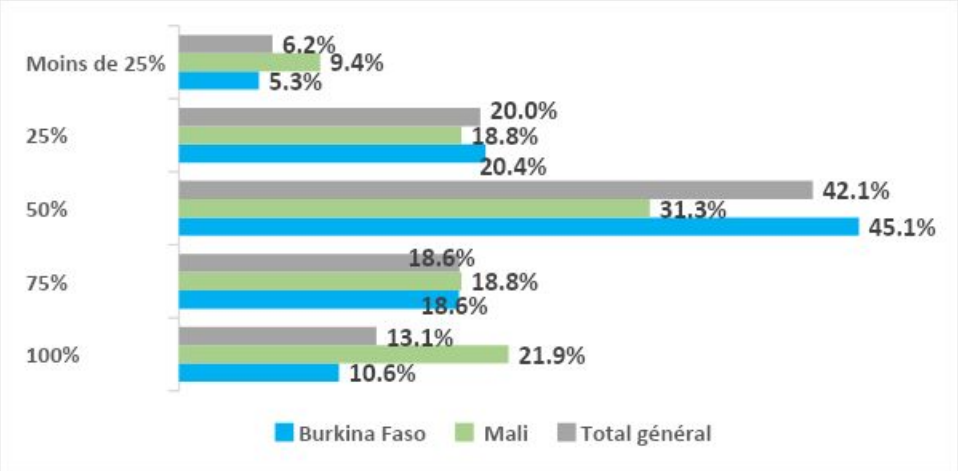


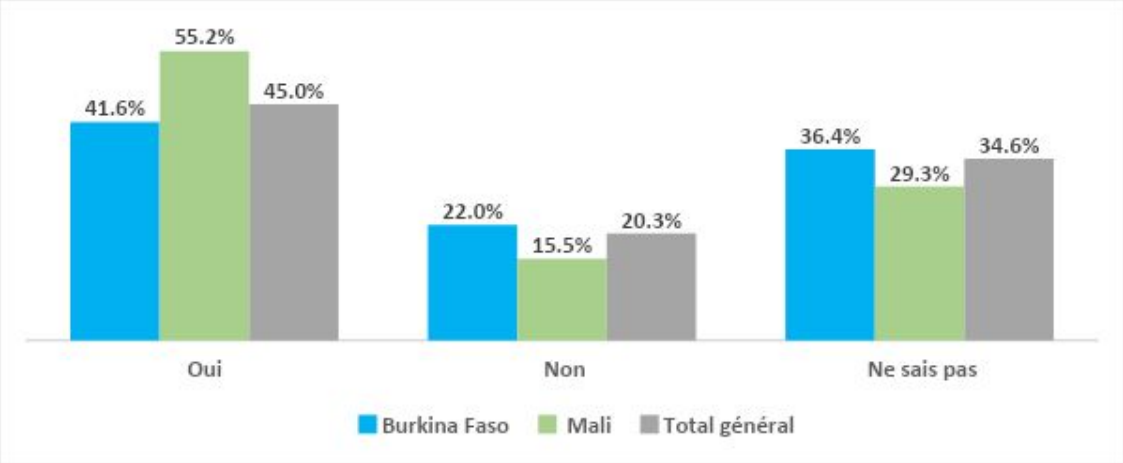
Figure 19 : *Taux de dénonciation*



Dans l'ensemble et pour les deux pays, 45% des répondants estiment qu'il existe des occasions de dialogue régulier entre les jeunes. Au Burkina, 55,2% de répondants le pensent, contre 41,6% au Mali. Néanmoins, 22% de répondants au Burkina Faso et 15,5% de répondants au Mali

pensent qu'il n'existe pas de dialogue entre les jeunes. Pour ces derniers, cette situation est due à la méfiance et au manque de cadres favorables au dialogue des jeunes, dans la mesure où ces espaces n'arrivent pas pour le moment à donner les résultats espérés. Par exemple, une femme, leader d'OSC de Gorom-Gorom a déclaré : « ***il n'y a pas de maison de jeunes donc les jeunes ne se croisent pas comme ça*** *!*».

Figure 20 : *Existence des occasions de dialogue entre jeunes*

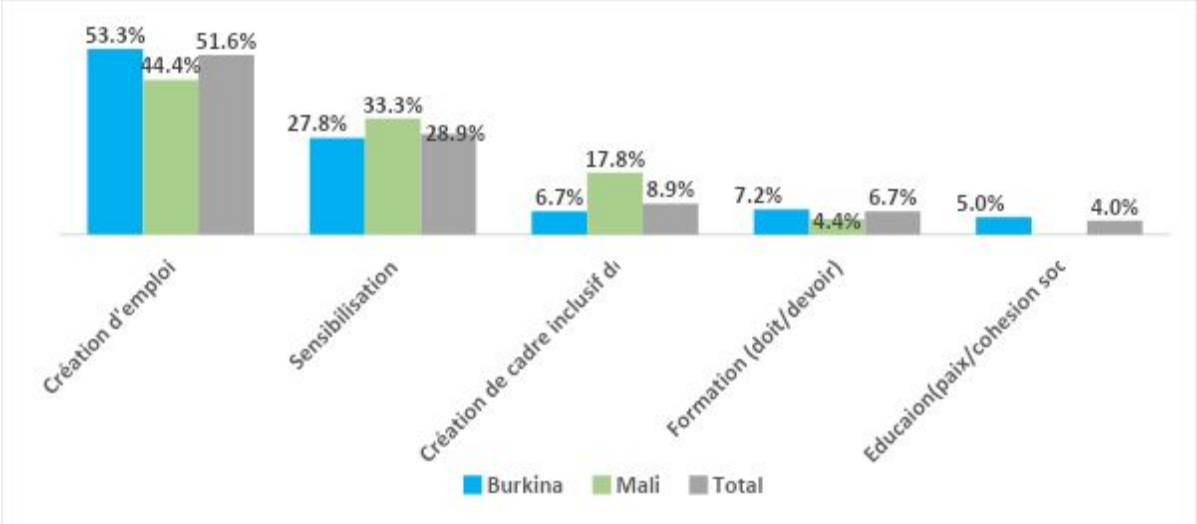


Les travaux de terrain ont permis de recenser les pistes de solution permettant de réduire la propension des jeunes à la violence. Il s'agit, selon les différents acteurs et par ordre de préférence de :

- La création d'emplois ;
- La sensibilisation ;
- La création de cadres inclusifs ;
- La formation ;
- L'Éducation.

Toutefois, la sensibilisation, la formation, l'éducation, la création et/ou le renforcement de cadres d'échanges paraissent les plus pertinents pour le Projet.

Figure 21 : *Pistes de solutions en vue de réduire la propension des jeunes à la violence*



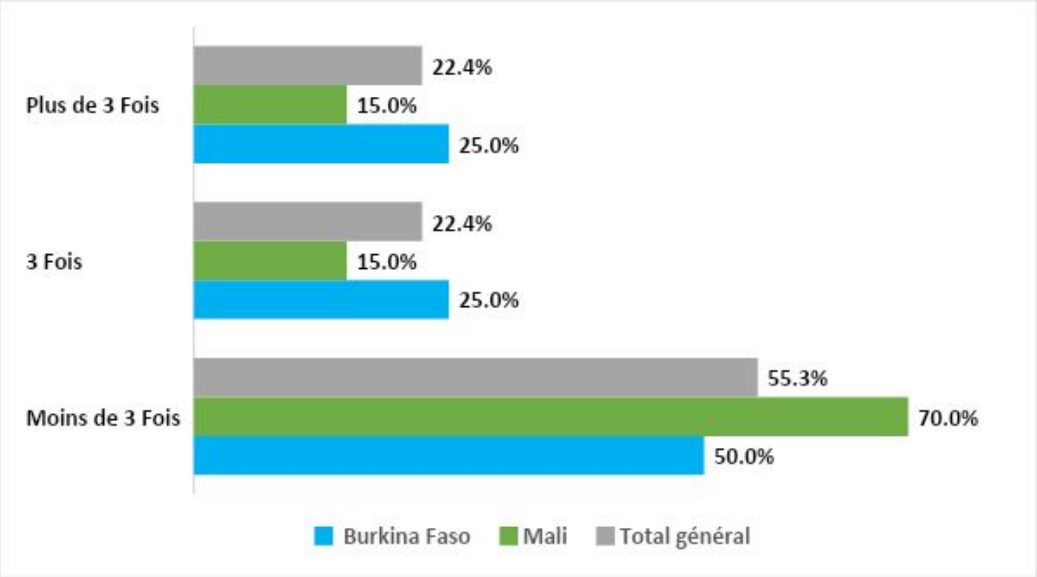
3.5 Renforcement du dialogue entre les communautés et les autorités frontalières

3.5.1 Existence des cadres de dialogue réunissant les FDS, les communautés et les autorités locales

Globalement, dans les deux pays, plus de quatre personnes sur dix (41%) attestent de l'existence des cadres de dialogue réunissant les FDS, les communautés et les autorités. Les auteurs de ces initiatives et cadres sont : les associations (Kawane/tabital Lobal/gascod HD et Banh fraternité au Burkina Faso), les OSC, les ONG et les collectivités territoriales. Il s'agit de conférences/panels au profit des FDS, des autorités et des communautés, des ateliers de sensibilisation/formation, des rencontres des acteurs (FDS, autorités, communautés) et des Activités Civilo-militaires (ACM).

En ce qui concerne la participation effective aux cadres de dialogue ou aux activités précitées, le constat est mitigé. En moyenne, seulement 33,2% des répondants (les FDS, les autorités locales et la communauté) y prennent part. En effet, au Mali ce taux est de 34,5% et parmi eux, 70% ont participé moins de trois fois aux activités et 15% plus de trois fois. Au Burkina les tendances sont approximativement similaires.
Mais pour ceux qui ne participent pas aux activités ou aux cadres de dialogue, la majorité ne sait pas qu'ils devraient y participer et d'autres pensent que les cadres de dialogue ne sont pas inclusifs.

Figure 22 : *Taux de participation aux cadres de concertations*



S'il faut se réjouir de l'existence sur le terrain de cadres de dialogue entre les acteurs, il conviendrait dans le même temps, de déplorer l'exclusion de certains acteurs et le manque de visibilité de ces mécanismes.
Le projet devrait alors travailler à une valorisation des cadres de dialogue, afin qu'ils contribuent davantage au rapprochement entre les différents acteurs. Il devra également encourager les acteurs exerçant le leadership dans le fonctionnement des cadres de dialogue à les faire mieux connaître et à œuvrer pour une inclusion de tous les acteurs aux processus de dialogue.

3.5.2 Qualité du dialogue et de la communication entre les acteurs

L'analyse des données montre qu'en général, les communautés notent que la qualité du dialogue et de la communication entre elles, les FDS et les autorités locales est bonne ou excellente. Ce taux est de 67,2% et réparti respectivement au Burkina et au Mali de 66,1% et de 70%.

Ces résultats ne sont pas de l'avis d'un militaire en service à Sokoura qui déclare : « ***À ce niveau, il est bon de relativiser les choses du fait que les conditions sécuritaires sont différentes d'une commune à une autre, elles restent instables et ce sont elles qui déterminent la qualité de la communication entre nous, FAMA et les autres acteurs*** ». Les autres acteurs le confirment en estimant à 20% que la qualité du dialogue et de la communication avec les FDS est mauvaise, notamment à Dori, où les données sont de 12,5%.

Comme nous l'avons relevé plus haut concernant le niveau de confiance et de collaboration entre communautés et FDS, il faut souligner d'emblée l'homogénéité de la perception des communautés sur les FDS et les autorités locales au Burkina et au Mali, ce qui renvoie à des réalités quasi-identiques d'un pays à l'autre.
Ensuite, la question sécuritaire semble être la matrice qui détermine la qualité du dialogue et de la communication entre les acteurs. En effet, dans les localités affectées par l'insécurité, la

communication et le dialogue sont très souvent hypothéqués à cause du positionnement des acteurs face aux enjeux. A l'inverse, dans les localités non affectées, les acteurs entretiennent des rapports sociaux de qualité qu'il conviendra de préserver. Puis, en ce qui concerne la qualité de la communication entre les FDS et les communautés, on ne saurait balayer d'un revers de la main la perception de certains répondants qui la trouve mauvaise. Du reste, la situation pourrait s'aggraver davantage si rien n'est fait.

Le projet devrait alors adopter deux axes dans son intervention. Premièrement, par la prévention agir dans les localités non affectées pour anticiper sur les risques de déchirement du tissu social, notamment en préparant les esprits des différents acteurs sur les enjeux sécuritaires. Deuxièmement, de façon spécifique agir en direction de chaque acteur, en identifiant ses préoccupations et appréhensions, afin de faciliter le retour du dialogue et de la communication là où ils seraient défaillants.
Par ailleurs, des efforts devraient être consentis pour améliorer la qualité de la communication entre les acteurs, surtout celle entre les FDS et les autres acteurs.

Au regard de ces résultats, la qualité du dialogue et de la communication entre les principaux acteurs doit être améliorée.

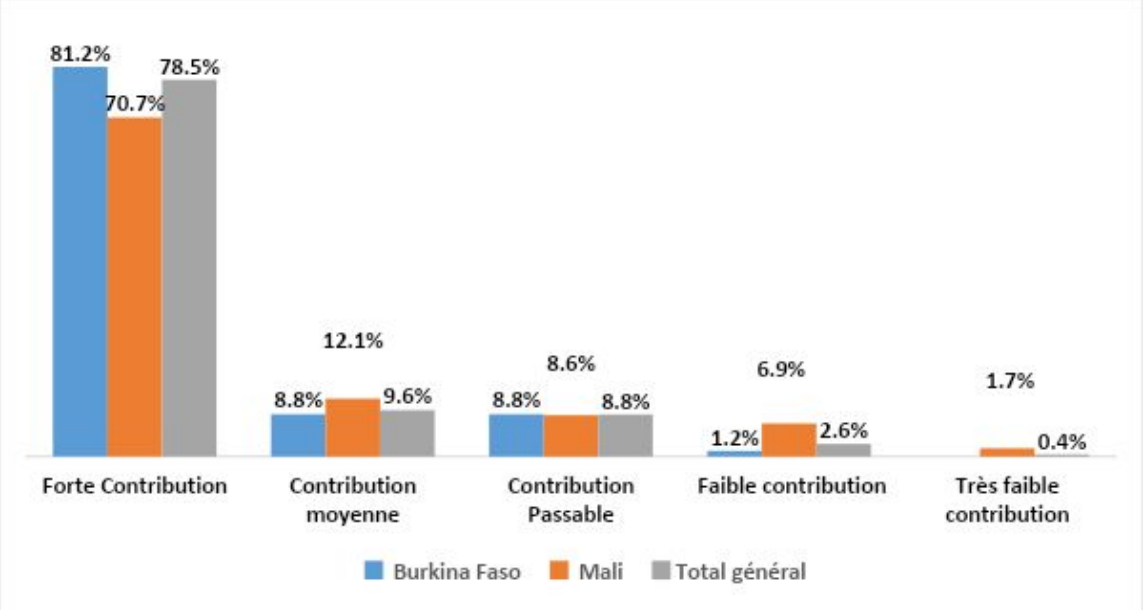
3.5.3 Perception sur le renforcement du dialogue entre les autorités frontalières et les communautés sur la contribution à la stabilité et à la paix des communes

L'enquête menée auprès des communautés dans les deux pays révèle que d'une manière générale, plus de trois quarts des répondants pensent que le renforcement du dialogue entre les autorités frontalières et les communautés contribue fortement ou moyennement à la stabilité et à la paix des communes, soit 90% au Burkina et 82,8% au Mali. Cependant, ce sont 11,8% des répondants qui considèrent que le renforcement du dialogue entre les autorités frontalières et les communautés contribue passablement/faiblement à la stabilité et à la paix dans les communes. Cette dernière analyse traduit quelquefois la réalité du terrain comme le confirme un Koglweogo[2] de Ouahigouya : « ***Nous opérons en patrouilles conjointes avec nos collègues du Mali, les FAMA et les FDS, le long de la frontière, mais quelques fois nous avons besoin des informations capitales avec les populations et les autorités locales, qui ne viennent pas à temps et cela nous exposent*** ». Cet exemple met en évidence la nécessité de renforcer le dialogue, car en se parlant fréquemment, les informations en général, mais surtout celles relatives à la sécurité, circuleront plus aisément entre les acteurs ; toute chose qui renforcera également la confiance mutuelle et contribuera à l'amélioration de l'efficacité des actions des FDS dans le cadre de la sécurité des populations.

La pertinence du renforcement du dialogue entre acteurs, dans une perspective de stabilité et de paix à l'intérieur des pays, mais aussi entre eux, est indiscutable et la sécurité constitue un moyen pour y parvenir. Par conséquent, le Projet pourrait s'appuyer d'une part sur les besoins des FDS en matière de renseignement auprès des populations (globalement disposées au dialogue selon les données de l'enquête) et d'autre part sur les préoccupations sécuritaires de celles-ci, pour instaurer un dialogue fructueux et durable.

Search for Common Ground | BURKINA-MALI

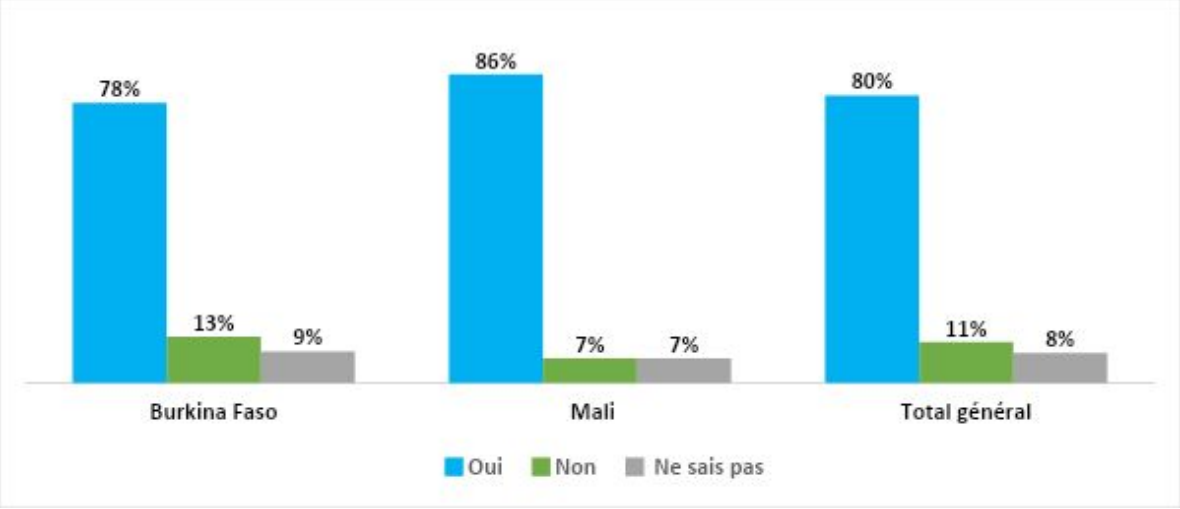
Figure 23 : *Taux de contribution du dialogue à la stabilité transfrontalière*



3.6 Capacités et compétences des jeunes, des autorités locales et des communautés frontalières à transformer les conflits, à communiquer et à collaborer

D'après les données recueillies, 80% des répondants estiment qu'ils peuvent communiquer et prendre des initiatives avec les autres, quelles que soient leurs appartenances ethniques et religieuses, ou leurs opinions et leur nationalité. Ce qui n'est pas le cas pour 18% d'entre eux.

Figure 24 : *Conviction à communiquer*

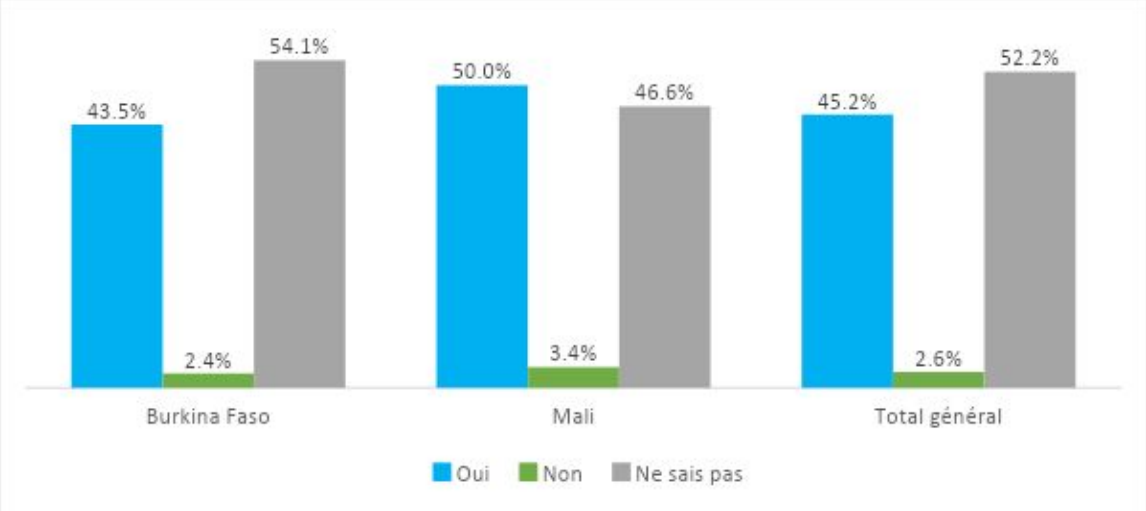


Avant la mise en œuvre du projet, des activités de formation au profit des jeunes et des autorités locales sur la prévention et la gestion des conflits avaient été initiées. Les répondants l'ont affirmé à 45,2%. Cependant, il reste 54,8% des répondants qui pensent le contraire ou ignorent qu'il existe dans leurs communes respectives des personnes formées dans cette perspective.

La masse critique des 54,8% de répondants qui ignorent le projet, devrait être considérée comme un nouvel objectif stratégique. Considérant la place des jeunes dans la doctrine du Projet, les stratégies de mise en œuvre devraient faire un effort sur les activités qui les concernent et les impliquent en première ligne. Ainsi, la stratégie de renforcement des capacités des jeunes, empruntée précédemment devrait alors se poursuivre en élargissant spécifiquement leurs effectifs, afin d'accélérer l'impact du projet sur les cibles et tenir dans les délais qu'il s'est fixés.

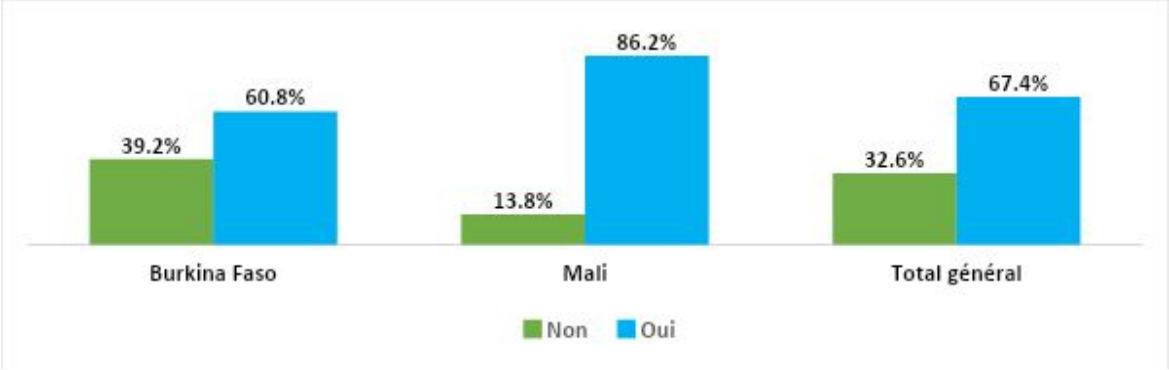
Au regard de ce constat, Search devra consolider ces acquis en poursuivant avec le renforcement des capacités et des compétences en matière de prévention et de gestion des conflits, au profit des jeunes, des autorités et des FDS, à travers les activités de formation et de sensibilisation.

Figure 25 : *Taux de personnes formées à la prévention et à la gestion des conflits*



Il ressort des données du tableau que les jeunes, les autorités locales et les populations ont des capacités et des compétences pour transformer les conflits, pour communiquer et pour collaborer, selon 67,4% de répondants, contre 32,6%, confirmant la pertinence de l'orientation des activités de renforcement des capacités vers cette cible.

Figure 26 : *Taux de compétences*



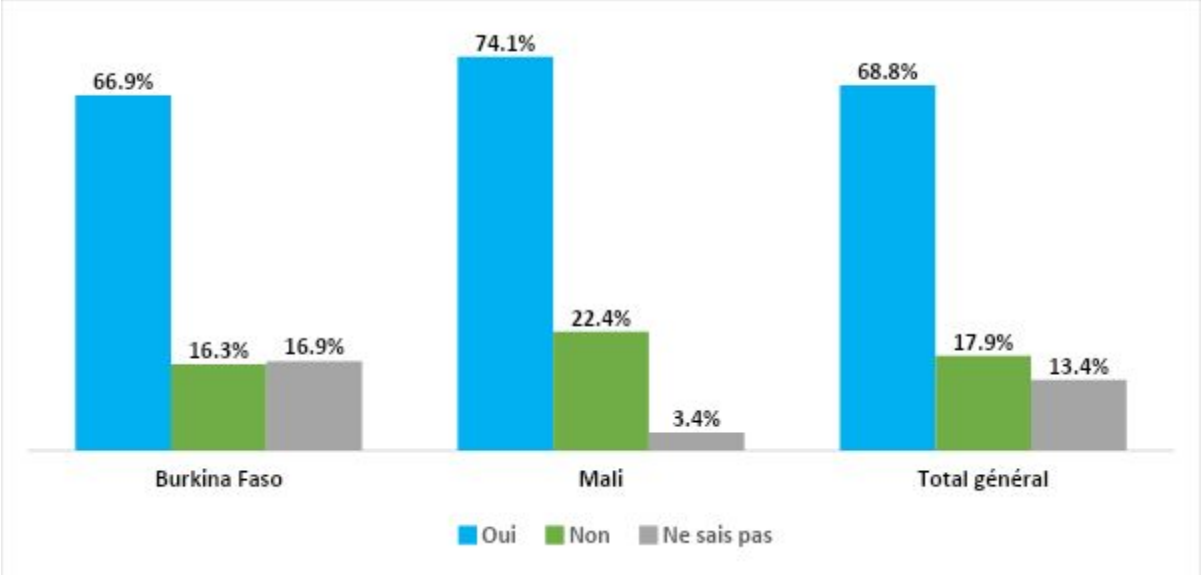
3.7 Cohésion sociale accrue

L'analyse des données portant sur la cohésion sociale révèle que l'ensemble des communautés trouve qu'elle est excellente ou bonne, alors que 19,3% des répondants la considèrent mauvaise/très mauvaise. Les résultats de ces deux groupes sont à mettre en rapport avec la situation sécuritaire qui prévaut dans les différentes localités. En effet, la majorité des localités, quoique demeurant sous la menace de l'extrémisme violent, subissent moins ses manifestations (Dori, Gorom-Gorom, Ouahigouya, et dans une certaine mesure Titao au Burkina[3], Baye, Sokoura, Ouenkoro au Mali[4]). Par conséquent, la cohésion sociale y demeure vivace, a contrario dans quelques autres localités où la prégnance de l'insécurité affecte les relations inter-acteurs, ébranlant ainsi la cohésion sociale (Banh et Thiou au Burkina, Yoro, Koro et Bondo au Mali)[5].

Au regard de cette situation, 68,8% des répondants sont prêts à solliciter les FDS dans la sécurisation de leur localité. Quant aux autres (31,3%), le projet devrait les sensibiliser afin qu'ils comprennent la nécessité de collaborer avec les FDS.

Figure 26 : *Serez-vous prêt à solliciter les FDS dans la sécurisation de votre localité ?*

[3] Ces localités n'ont pas connu jusque-là d'attaques
[4] Les attaques dans ces localités sont isolées et rares
[5] L'insécurité est permanente à cause de la fréquence des attaques

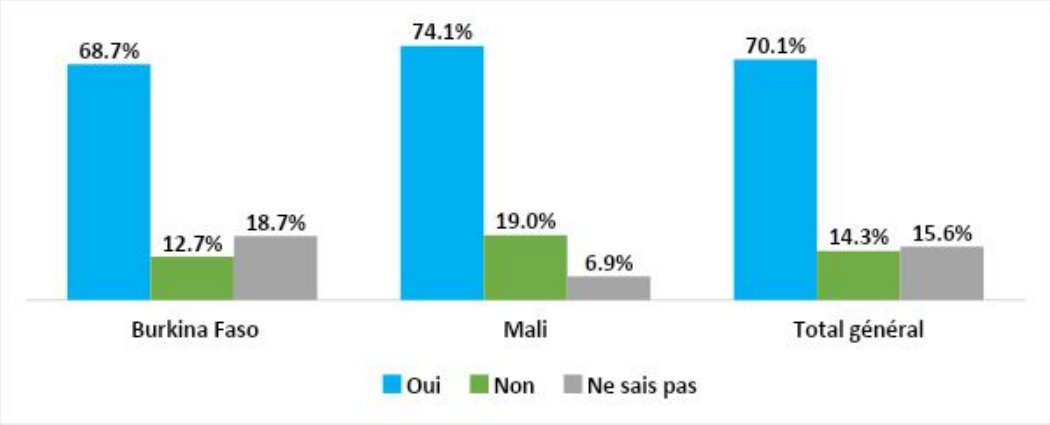


La répartition par commune montre qu'au Burkina, ce sont les populations de Gorom-Gorom, Ouahigouya et de Dori qui sont prêtes à solliciter les FDS, respectivement dans les proportions de 23,3%, 15,1% et 13,9%. Au Mali, ce sont les populations de Koro, Sokoura et Ouenkoro respectivement dans les proportions de 31%, 17,2%, et 10,3% de répondants qui le déclarent. Mais, les répondants de Yoro ne sont pas prêts à le faire, comme l'atteste une femme, leader d'OSC de cette localité au sujet des FDS : « ***Leur présence nous cause des ennuis*** ».

Les ennuis dont il est question pourraient provenir soit d'actes de représailles de la part des terroristes ou des FDS les accusant de complicité avec les uns ou les autres, soit d'effets collatéraux dont ces potentiels acteurs de la violence pourraient être les auteurs.
Dans le cadre de la recherche de la cohésion sociale, la majorité des répondants est disposée à signaler aux FDS leurs préoccupations sur la sécurité de leur localité. En effet, plus de sept répondants sur dix affirment leur disponibilité à le faire, dans le cadre de la recherche de la cohésion sociale, contre ¼ des répondants qui ne sait pas si elle sera disposée ou non.

L'analyse des données par pays montre qu'au Mali, près de ¾ des répondants se montrent favorables à l'exercice. 15,6% des répondants n'ont pas d'opinions là-dessus, contre seulement 14.3% de répondants qui affirment ne pas être disposés à le faire.
Par ailleurs, au Burkina, près de sept répondants sur dix sont disposés à agir favorablement, contre 18,7% de répondants sans opinion sur la question et seulement 12,7% qui affirment vouloir le faire.

Figure 27 : *Taux de répondants disposés à signaler leurs préoccupations sur la sécurité des localités aux FDS*



L'ensemble des répondants estiment que le niveau de progression de la cohésion sociale entre les parties prenantes est bon ou excellent. En effet, en moyenne, 47,6% des répondants estiment que le niveau est bon ou excellent. 36,4% de répondants pensent que le niveau de progression est passable et seulement 16% de répondants estiment que le niveau de progression est mauvais.

L'analyse par pays montre que le niveau de progression de la cohésion sociale entre les parties prenantes a beaucoup plus évolué au Mali qu'au Burkina. En effet, la moitié des répondants du Mali estiment que le niveau de progression est bon ou excellent, contre 46,1% au Burkina. Seulement 8,6% des répondants maliens pensent que le niveau de progression est mauvais contre 18,6% de répondants Burkinabè qui le pensent. L'analyse par commune, indique qu'au Burkina, ce sont celles de Gorom-Gorom (20%), Ouahigouya (13,8%) et Dori (13,2%) qui présentent un bon ou excellent niveau de progression de cohésion sociale, alors qu'au Mali ce sont celles de Koro (24,1%), Sokoura (10,3%) et Yoro (8,6%) qui présentent un bon ou excellent niveau de progression de cohésion sociale.

Au total, la sécurité apparaît comme un facteur de maintien et de renforcement de la cohésion sociale. Le projet disposera d'un terreau favorable sur lequel il devra travailler d'une part à consolider les acquis en matière de collaboration et d'autre part à une prise en compte dans les axes d'effort, des localités où les rapports sont distendus entre les acteurs.

Au regard de ce constat, Search devra travailler par la sensibilisation et la formation, à convaincre d'une part les communautés sur la nécessité d'apporter leur contribution à la réussite des actions de sécurisation de leurs localités, et d'autre part les FDS sur l'exigence d'un rapprochement avec la minorité hésitante afin de les amener à collaborer.

3.8 Identification des projets d'infrastructures

La participation à l'identification des projets d'infrastructure a pour but de favoriser la collaboration entre les acteurs (communautés, autorités locales, leaders communautaires et FDS). Comme le disait Gandhi, **« tout ce que vous faites pour moi sans moi, vous le faites contre**

moi ». De ce point de vue, la connaissance de leurs réalisations par les communautés ainsi que leur participation constituent également des éléments d'appréciation de l'état de la collaboration au sein de la zone d'intervention du projet.

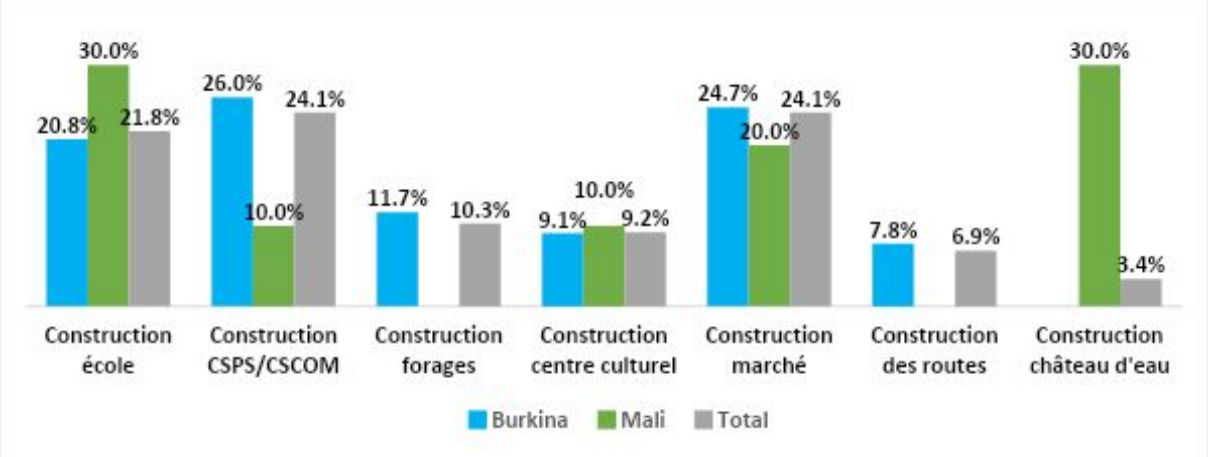
A la question de savoir s'ils participent à l'identification des projets d'infrastructures, **s**eulement, moins d'un quart des répondants (21,4%) ont répondu par l'affirmative. Ce taux est de 19,9% et 25,9% respectivement au Burkina et au Mali. Cette inclusion des communautés est rendue possible grâce à l'existence des cadres de concertation formels entre les leaders locaux, les coutumiers et des visites aux personnes ressources. La concertation dans la réalisation de ces infrastructures a favorisé la collaboration entre les communautés, les autorités locales et régionales et les FDS. Ces infrastructures sont : les écoles, les centres de santé, les forages, les centres culturels, les marchés, les châteaux d'eau et les routes (Tableau 28).

A contrario 78,6% des répondants ne sont pas consultés au cours du processus d'identification des infrastructures, certes, à cause de l'inexistence des cadres de concertations, mais probablement aussi de la bureaucratie et du clientélisme politique. En tout état de cause, cet état de fait est à déplorer, quelles qu'en soient les raisons, dans la mesure où la réalisation des infrastructures est apparue comme une opportunité pour renforcer globalement la collaboration entre les acteurs.

Par conséquent, ce grand nombre de répondants marginalisés dans ce processus devra constituer une cible prioritaire pour le Projet, et permettre ainsi de relever in fine, le niveau de la collaboration entre les acteurs.

Le projet doit travailler à améliorer l'implication des acteurs locaux lors de la réalisation des infrastructures.

Figure 28 : *Projets d'infrastructures qui ont favorisé la collaboration entre les communautés et les autorités locales et régionales*



3.9 Circulation des informations liées à la collaboration et à la stabilité transfrontalières

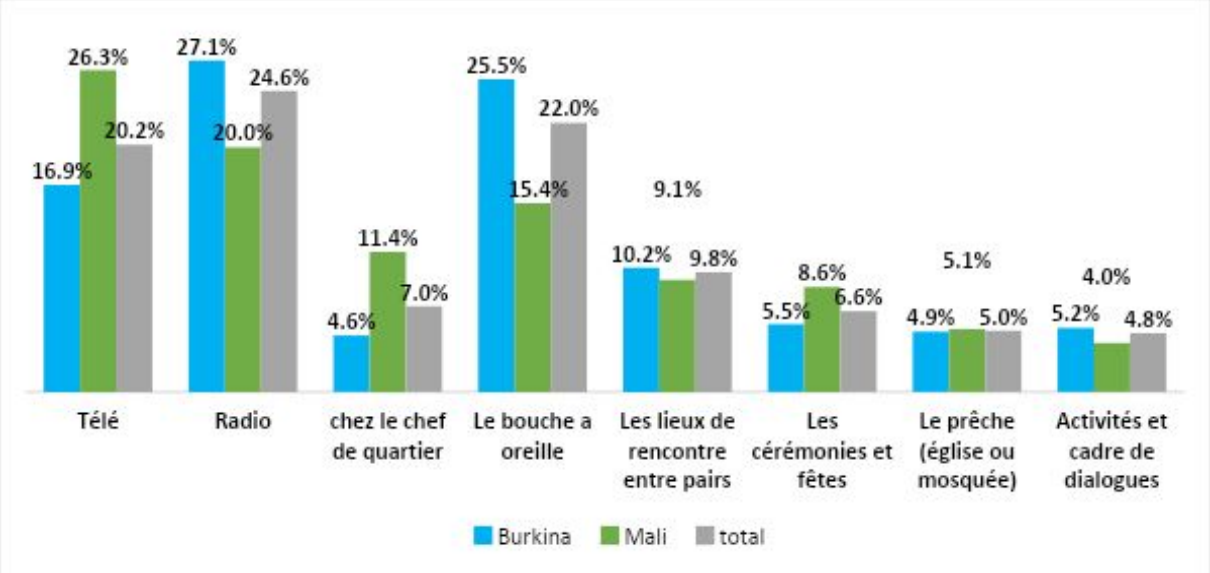
Dans l'ensemble de la zone d'intervention du projet, la radio (24,6%) est le canal le plus utilisé pour avoir accès aux informations, vient ensuite le « bouche à oreille » (22%) et enfin la télévision (20,2%). En outre, au Burkina, 27,1% des répondants utilisent la radio pour s'informer contre 20% de répondants du Mali. 26,3% des répondants maliens utilisent la télévision pour des informations tandis qu'un quart des répondants burkinabè utilisent la bouche à oreille » pour s'informer. Pourtant, 16,9% des répondants burkinabè utilisent la télévision pour avoir accès aux informations et seulement 15,4% de répondants maliens ont recours au « bouche à oreille ».

Les types d'informations que ces canaux diffusent, en plus des informations sur la sécurité, sont entre autres les informations portant sur la cohésion sociale (22,5%), sur la politique (12,5%), sur le développement économique et social (11%) et sur l'engagement des jeunes dans le processus de paix et de stabilité transfrontalière (6,8%).

Les informations sont toutes ou partiellement accessibles, en moyenne par 56,6% des répondants (57,6% pour le Burkina et 53,4% pour le Mali). En revanche, 43,5% des répondants pensent que peu ou aucune information n'est accessible dans leurs localités. Ce taux est relativement élevé en termes notamment de proportion des populations qui sont sous informées. Cette situation constituera au départ un handicap qu'il faudra travailler à corriger rapidement par le Projet, si l'on veut atteindre efficacement le maximum de populations sur les différentes problématiques. Les moyens les plus utilisés par les acteurs pour s'informer (radio, bouche à oreille et télévision), pourraient être mis à contribution prioritairement pour passer de courts messages d'information ponctuels. Au demeurant, le « bouche à oreille » étant l'un des procédés les plus adaptés pour la circulation d'informations sensibles devra être privilégié dans de telles circonstances.

Les populations dans leur grande majorité déclarent ne pas être suffisamment informées sur les questions de paix et de sécurité dans leur localité. L'une des raisons est la confidentialité et la sensibilité de certaines informations militaires.

***Figure 29** : Canaux d'accès aux informations sur la paix et la sécurité de votre localité*

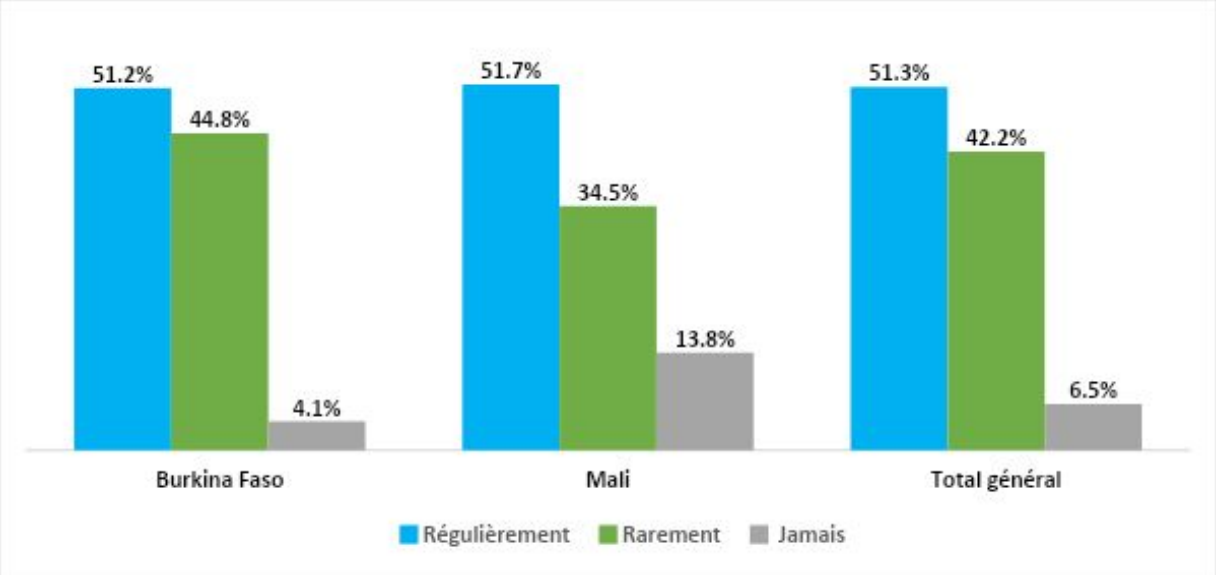


Dans l'ensemble et pour les deux pays, 62,4% des répondants estiment que la fréquence de communication entre les FDS et les communautés est régulière. Et 37,6% des répondants le font rarement ou pas. Cela traduit le fait de l'existence de la méfiance et du manque de collaboration entre les acteurs locaux et les FDS dans le cadre de la sécurisation des infrastructures.

Ainsi, selon les répondants les FDS répondent régulièrement aux sollicitations des communautés. Cette tendance est nuancée, car une frange des répondants estiment que les FDS ne répondent pas toujours aux sollicitations. Le taux est de 15,5% au Mali et de 30,8% au Burkina Faso. Les raisons qui pourraient expliquer cela sont probablement d'ordre logistique.

En dépit des efforts consentis par l'ensemble des acteurs et des partenaires, le taux de partage des informations par les FDS permettant aux communautés de se sentir en sécurité reste faible (tableau 28). Les impératifs de confidentialité et certains risques potentiels d'ordre technique ou opérationnel pourraient expliquer cette faiblesse. En revanche, les FDS ont régulièrement recours aux communautés locales pour obtenir les renseignements en lien avec la sécurité comme l'attestent les données précédentes.

Figure 30 : *Taux de transmission des renseignements sur la sécurité aux FDS par les communautés*



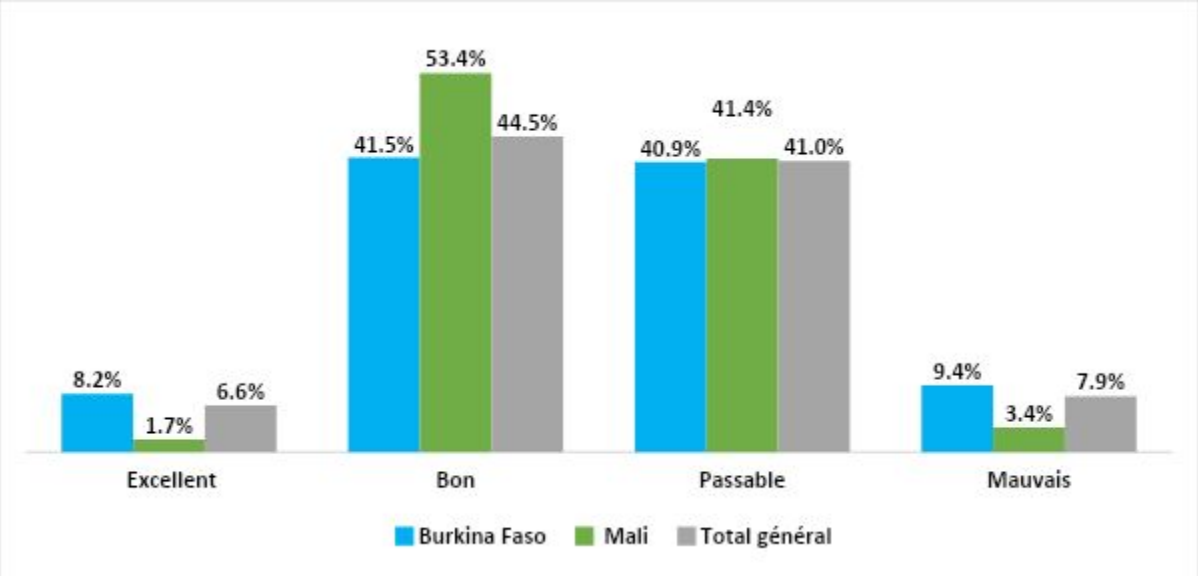
Quant à la question de savoir si les FDS, les autorités et les communautés prennent des décisions communes pour faire face à l'insécurité dans les différentes localités, les répondants le confirment à 25,1% alors que le reste l'ignore ou le conteste. Dans le même temps, ils partagent réciproquement les informations, les opinions et les questions sur la situation sécuritaire dans leurs localités avec les autres acteurs. Ce taux est de 57,9%, contre 30,7% de répondants qui ne le font pas.

Au total, l'insuffisance de concertation mise en évidence par l'étude est un facteur d'affaiblissement de la confiance mutuelle entre les acteurs. Mieux, d'une manière dialectique, la faiblesse de la confiance impacte également le niveau de concertation. Cet état de fait remet fortement en cause l'accomplissement de la mission de sécurité par les FDS, et partant problématise l'offre de sécurité dans ces localités.

Les FDS devraient être sensibilisées à s'impliquer dans la restauration d'une meilleure perception des communautés à leur égard. Dans cette perspective, Search devrait pouvoir les y encourager par des activités de formation adaptée.

Le niveau de contribution des initiatives conjointes dans la dynamique de rapprochement des parties est bon ou excellent dans l'ensemble des communautés. En effet 61,1% des répondants affirment que le niveau est bon ou excellent. 41% de répondants estiment qu'il est passable et seulement 7,9% de répondants pensent que le niveau est mauvais.
L'analyse par pays montre qu'au Burkina, moins de 50% de répondants pensent que ce niveau de contribution est bon ou excellent. 40,9% de répondants estiment qu'il est passable contre seulement 9,4% de répondants qui pensent qu'il est mauvais.
En outre, au Mali, c'est plus de 50% des répondants qui pensent que ce niveau est bon ou excellent. 41,4% des répondants estiment qu'il est passable, et seulement 3,4% pensent qu'il est mauvais.

Figure 31 : *Taux d'appréciation du niveau de contribution des initiatives conjointes dans la dynamique de rapprochement des parties*



3.10. Prise en compte des points de vue locaux sur les questions clés liées à la collaboration et à la stabilité transfrontalières par les médias

L'analyse des données collectées révèle que près de la moitié des répondants affirment que leurs points de vue sur les questions liées à la collaboration et à la stabilité sont diffusés par les médias. En effet, 48,1% des répondants ont affirmé que les médias le font, contre près du quart d'entre eux qui affirment le contraire, et 26,4% de répondants sans opinion.

L'analyse par pays montre que les médias maliens (53,4%) tiennent plus compte des points de vue de la population dans la diffusion des informations liées à la collaboration et à la stabilité. En revanche, les médias burkinabè n'en tiennent pas compte selon 46,2% des répondants.

En outre, les canaux utilisés pour faire passer l'information au sein des acteurs sont entre autres : au Burkina : 35,4% des informations proviennent des radios, 18,4% proviennent des télévisions, 17,6% proviennent des réseaux sociaux, et 10,5% proviennent du « bouche à oreille ». Mais au Mali, seulement 21,8% des informations proviennent des radios, 19,2% proviennent des réseaux sociaux, 18,6% proviennent des télévisions, 16,7% des réunions chez le chef et 12,8% proviennent du « bouche à oreille ».

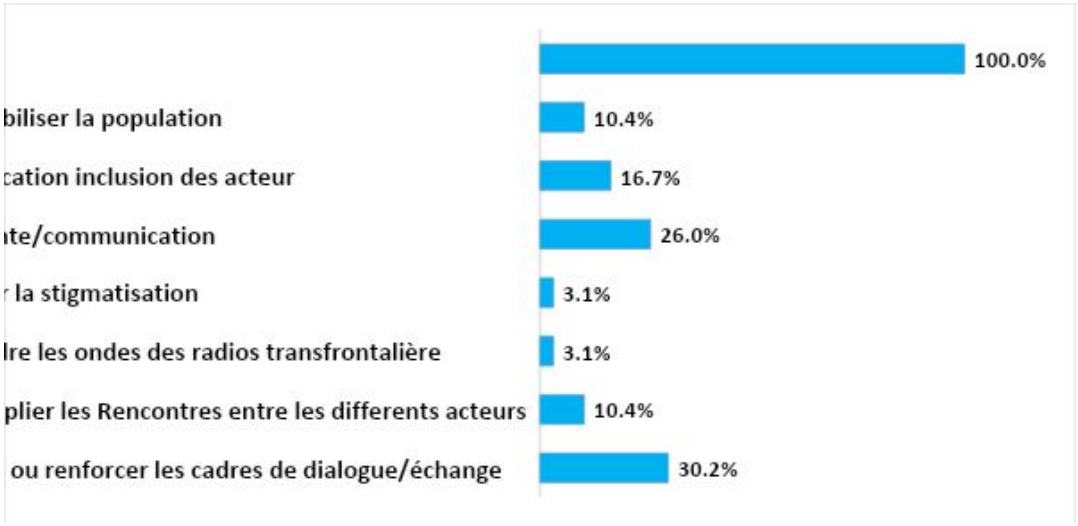
Par ailleurs, il existe des radios communautaires qui diffusent également les informations liées à la collaboration et à la stabilité. Les messages diffusés se rapportent entre autres à la cohésion sociale, à la cohabitation, à la paix, etc.

Les données recueillies sont certes satisfaisantes, mais peuvent être améliorées, car les populations constituent un maillon incontournable dans les dynamiques transfrontalières, qu'il s'agisse de diffusion d'informations ou de collaboration et de stabilité.

Ces médias radiophoniques devraient être utilisés en priorité par le Projet comme moyens appropriés pour la sensibilisation des acteurs. De même, la prise en compte des points de vue des populations en matière de collaboration et de stabilité par les médias constitue un acquis majeur qu'il conviendra de capitaliser dans le cadre de la mise en œuvre du Projet. A cet égard, les suggestions faites par ordre d'importance par les répondants afin d'améliorer le partage des points de vue dans le cadre de la collaboration et de la stabilité transfrontalière, pourraient être mises à contribution au regard de leur pertinence. Il s'agit de :

- La création ou le renforcement des cadres d'échange ;
- L'entente/communication ;
- L'implication/inclusion de tous les acteurs ;
- La sensibilisation des populations ;
- La multiplication des rencontres entre les acteurs.

Figure 32 : *Pistes de solutions en vue d'améliorer la collaboration et la stabilité transfrontalière*



4. Indicateurs du Projet

Tableau 5 : *Indicateurs du projet*

Renforcer la collaboration entre les Forces de Sécurité et les Communautés pour la Stabilité et la Sécurité dans la région du Liptako-Gourma	Baseline du projet	Cibles du projet	Commentaires
Objectif Global : établir une situation de référence du projet à partir de laquelle la progression du projet sera suivie et son efficacité évaluée à terme			
Objectif Spécifique 1 : Décrire l'état de la collaboration et de la confiance entre les acteurs (FDS, autorités administratives et locales et les communautés), niveau national mais aussi delà des frontières, sur les questions de sécurité, de stabilité et de paix			
Résultat Attendu 1.1:			
Indicateur 1.1.1: % de la population de l'état de la collaboration et de la confiance entre les acteurs aux niveaux local, national mais aussi au-delà des frontières sur les questions de sécurité, de stabilité et de paix	**38.3%**	60%	Cet aspect induit la nécessité d'une prise en compte dans les axes d'efforts du Projet
Par Pays			
Burkina	32%		Les deux pays enregistrent un faible niveau de collaboration et de confiance entre les acteurs aux niveaux local, national et transfrontalier sur les questions de sécurité, de stabilité et de paix, même si les tendances au Burkina sont légèrement plus prononcées au Mali.
Mali	31,80%		
Par sexe			
Homme	22,38%		La collaboration entre les hommes et les FDS est meilleure qu'entre les femmes et les FDS.
Femme	14,50%		
Tranche d'âge			
Moins de 35 ans	**22,86%**		Les personnes les plus âgées ont une moindre perception du niveau de confiance et de collaboration entre les différents acteurs
35-54ans	13,63%		
Plus de 55 ans	3,53%		

Indicateur 1.1.2: % De la propension des jeunes à la violence au sein des communautés rurales et dans les dynamiques transfrontalières	**37,10%**	60%	Cette tendance crédibilise l'option du Projet de faire des jeunes un élément d'ancrage de sa doctrine, car plus du 1/4 de la population affirme que les jeunes s'adonnent à la violence
Par Pays			
Burkina	28%		Search devrait faire effort sur le Burkina dans le cadre de la sensibilisation des acteurs
Mali	8,70%		
Par Sexe			
Homme	24,50%		La perception sur la violence des jeunes est nettement plus faible chez les femmes
Femme	12,70%		
Par tranche d'âges			
Moins de 35 ans	**13,50%**		Les moins de 35-54 ans attestent le plus la propension des jeunes à la violence au sein des communautés rurales et dans les dynamiques transfrontalières
35-54 ans	19,70%		
Plus de 55 ans	3,90%		
Résultat Attendu 1.2:			
Indicateur 1.2.1: % des populations qui attestent que le renforcement du dialogue entre les communautés et les autorités frontalières a contribué à la stabilité et à la paix dans les communautés du projet	**85,10%**	50%	Plus de 3/4 des répondants attestent que le renforcement du dialogue entre les communautés et les autorités frontalières a contribué à la stabilité et à la paix dans les communautés du projet.
Par Pays			
Burkina	64%		SFCG devrait orienter ses efforts vers le Mali dans le cadre de la promotion de la diffusion des informations sur la paix, la stabilité et la sécurité
Mali	21,10%		
Par Sexe			
Homme	64,40%		La perception des femmes est ici aussi plus faible sur la question
Femme	20,60%		
Par tranche d'âges			
Moins de 35 ans	**32,00%**		
35-54 ans	45,20%		
Plus de 55 ans	7,90%		

Indicateur 1.2.2 : % des populations qui déclarent que les jeunes, les autorités locales et les communautés frontalières ont les capacités et les compétences pour transformer les conflits, communiquer et collaborer	67,40%	50%	
Par Pays			
Burkina	45%		Les efforts de SFCG devraient se concentrer au Mali au regard de l'appréciation sur les capacités et les compétences pour transformer les conflits, communiquer et collaborer
Mali	**22,30%**		
Par Sexe			
Homme	50,00%		La perception sur les capacités et les compétences pour transformer les conflits, communiquer et collaborer est plus élevée chez les hommes que chez les femmes
Femme	17,40%		
Par Tranche d'âges			
Moins de 35 ans	**25,90%**		La perception de la tranche d'âge 35-54 ans est plus élevée sur les capacités et les compétences pour transformer les conflits, communiquer et collaborer
35-54 ans	34,80%		
Plus de 55 ans	6,70%		
Indicateur 1.2.3. : % des groupes cibles interrogés qui signalent une cohésion sociale accrue	52,20%	50%	
Par Pays			
Burkina	35%		
Mali	**17,00%**		
Par Sexe			
Homme	41,10%		
Femme	11,20%		
Par Tranche d'âges			
Moins de 35 ans	**20,10%**		
35-54 ans	25,90%		
Plus de 55 ans	6,20%		

1.2.4 : % des populations qui déclarent que le dialogue et la planification conjointe pour l'identification des projets d'infrastructure ont favorisé la collaboration et contribué à développer les relations et la confiance entre les communautés locales et les autorités locales et régionales clés	56,30%	50%	Les approches de SFCG sur le renforcement du dialogue devraient être orientées vers les populations maliennes, les femmes et les personnes âgées de plus de 55 ans
Par Pays			
Burkina	42%		
Mali	**13,90%**		
Par Sexe			
Homme	44,10%		
Femme	12,20%		
Par Tranche d'âges			
Moins de 35 ans	**16,60%**		
35-54 ans	32,30%		
Plus de 55 ans	7,50%		
Indicateur 1.2.5 : % des populations qui déclarent être bien informés sur les questions clés liées à la collaboration et à la stabilité transfrontalières	55,70%	50%	Il reste que les informations sensibles provenant des communautés qui peuvent empêcher les attaques surprises ne circulent pas. Les actions de SFCG devraient donc contribuer au renforcement de la qualité du renseignement humain dont les FDS ont besoin pour une meilleure sécurisation des localités
Par Pays			
Burkina	42%		
Mali	**13,50%**		
Par Sexe			
Homme	43,00%		
Femme	12,60%		
Par Tranche d'âges			
Moins de 35 ans	**20,90%**		
35-54 ans	30,50%		
Plus de 55 ans	4,30%		

Indicateur 1.2.6 : % des populations qui indiquent que leurs points de vue locaux sur les questions clés liées à la collaboration et à la stabilité transfrontalières sont largement partagés par les médias	48,10%	50%	L'implication des populations reste un défi à relever
Par Pays			
Burkina	35%		
Mali	**13,40%**		
Par Sexe			
Homme	36,40%		
Femme	11,70%		
Par Tranche d'âges			
Moins de 35 ans	**16,00%**		
35-54 ans	28,10%		
Plus de 55 ans	3,90%		

5. Conclusion

Au terme de la collecte et de l'analyse des données quantitatives et qualitatives, l'analyse a permis d'établir que l'état de confiance varie d'un pays à l'autre et d'une localité à l'autre et les causes de distensions ne sont pas identiques et devraient être appréciées distinctement pour plus d'efficacité dans l'intervention du projet.

Ainsi, il en est ressorti que le niveau de confiance entre les acteurs est globalement bon, nonobstant la peur et la méfiance réciproques qui règnent entre eux et l'insécurité qui est une cause de dégradation de leur qualité. Il a été établi dans le cadre de cette étude que la restauration de la sécurité et le retour de l'administration déconcentrée et décentralisée dans les zones contribueront certainement à rebâtir la confiance entre les différents acteurs.

En termes de capacités et de compétences des jeunes, des autorités locales et des communautés frontalières à transformer les conflits, à communiquer et à collaborer une grande majorité des répondants n'éprouvent aucune difficulté, quelles que soient leur appartenance, ethnique, religieuse, d'opinion et de nationalité des acteurs.

Au regard de la faible participation des communautés à la réalisation des infrastructures, et de l'insuffisance des concertations en matière de sécurisation, le projet devra travailler à y améliorer l'implication des acteurs locaux et leur collaboration.

Quant au niveau de confiance entre les acteurs des deux côtés des frontières du Burkina et du Mali, il est globalement passable. Malgré tout, des dynamiques positives existent pour une amélioration à travers les activités du projet.

Sous l'angle de la circulation des informations liées à la collaboration et à la stabilité transfrontalières, dans l'ensemble de la zone d'intervention du projet, la radio est le canal le plus utilisé pour s'informer, suivie du « bouche à oreille et de la télévision.

En outre, l'étude a relevé que la violence extrême est une réalité dans les localités couvertes par le projet dans les deux pays, qu'il s'agisse du terrorisme, du grand banditisme ou des conflits intercommunautaires.

Concernant les cadres de dialogue réunissant les FDS, les communautés et les autorités locales, l'étude a attesté leur existence, mais en soulignant une participation moyenne des acteurs. En effet, ils sont initiés par les Associations, les OSC, les ONG et les collectivités territoriales, généralement à travers des conférences ou des panels, des ateliers de sensibilisation ou de formation, des rencontres de travail ou d'échanges, et des Activités civilo-militaires. En dépit de ces résultats, la qualité du dialogue et de la communication entre les principaux acteurs doit être améliorée. Ce processus apparaît comme indispensable, car dans les deux pays, plus de trois quarts de la population pensent que le renforcement du dialogue entre les autorités frontalières et les communautés contribue fortement à la stabilité et à la paix dans les communes au Burkina et au Mali.

Par ailleurs, il ressort de l'étude que la cohésion sociale est reconnue comme une réalité dans les deux pays, et qu'elle serait excellente ou bonne. Reconnaissant le rôle de premier plan que devraient jouer les FDS dans le renforcement de la cohésion sociale à travers leur professionnalisme, plus de la moitié des répondants sont prêts à les solliciter pour la sécurisation de leurs localités. Néanmoins, des efforts devraient être faits par le projet en direction de la minorité de répondants dans la perspective de leur adhésion aux dynamiques de collaboration entre les acteurs et les FDS.

L'étude a également permis de produire des recommandations qui portent essentiellement sur: le renforcement des capacités de tous les acteurs, en particulier des jeunes, par la formation et la sensibilisation, en vue de l'amélioration du niveau de la confiance et de la collaboration ; la création ou le renforcement des cadres et initiatives d'échanges entre les acteurs et de diffusion des informations, sur la sécurité, la cohésion sociale, la stabilité et la paix. Leur prise en compte contribuera certainement à la réussite du projet.

6. Recommandations

Les recommandations sont formulées à Search dans la perspective de la réussite de la mise en œuvre de ce projet transfrontalier.

Sur l'état de la confiance et de la collaboration entre les communautés et les autres acteurs

- Organiser une session de formation conjointe sur la nécessité, d'une part de la restauration de la confiance entre les différents acteurs et d'autre part du renforcement de la collaboration entre ceux-ci, dans chaque chef-lieu de cercle ou de région, au profit des localités concernées par le projet et impliquant tous les acteurs. Soit :
  - une à Bankass au profit de Baye, Ouenkoro et Sokoura ;
  - une à Koro au profit de Bondo, Koro et Yoro ;
  - une à Ouahigouya au profit Banh, Thiou et Titao, y compris Ouahigouya ;
  - une à Dori au profit de cette localité et Gorom-Gorom ;

Au cours de ces sessions, encourager la mise en place de clubs d'écoute d'initiatives, de cadres de concertation et d'échanges pour restaurer la confiance entre les acteurs ;

- Organiser des sessions conjointes spécifiques de renforcement des capacités et de planification au profit des autorités administratives, des autorités locales et des FDS sur la sécurité, la paix et la stabilité, selon le schéma précédent à :
  - Mopti au profit des trois acteurs des six communes du Mali;
  - Ouahigouya au profit des trois acteurs des six communes du Burkina ;

- Organiser des séances de sensibilisation au profit des leaders de communautés sur collaboration et la confiance entre les communautés et les trois autres acteurs que sont les autorités administratives, les autorités locales et les FDS dans chacune des douze communes du Projet.

Un accent devra être mis dans les communes de Baye, Sokoura, Koro au Mali, et Banh, Dori, Ouahigouya et Thiou au Burkina.

Sur l'état de confiance et de collaboration entre les acteurs des deux côtés des frontières et sur le renforcement du dialogue entre les communautés et les autorités frontalières

- Organiser un forum régional à Ouahigouya ou à Mopti au profit des acteurs régionaux des deux pays sur les enjeux de la sécurité, de la paix, de la stabilité et de la coopération décentralisée transfrontalière;

- Organiser dans chacune des douze communes du Projet, des séances de sensibilisation au profit des leaders de communautés sur le dialogue, la confiance et leur collaboration avec les

autres acteurs de part et d'autre de la frontière du Burkina et du Mali. Par ailleurs, le projet pourrait financer selon ses possibilités des activités de démultiplication des mots d'ordre dans chaque communauté menées par ces leaders, afin de s'assurer de l'impact de son action sur les populations.

- S'associer à toute initiative visant à restaurer la sécurité, tant que cela restera compatible avec la doctrine du projet, compte tenu de l'impact négatif de l'insécurité sur les rapports entre les différents acteurs.

Sur la propension des jeunes à la violence au sein des communautés rurales et dans les dynamiques transfrontalières

- Organiser un ou deux sommet(s) transfrontalier(s) dirigé(s) par des jeunes à Ouahigouya et/ou Mopti regroupant les jeunes, mais impliquant également des membres des communautés, compte tenu de leur influence, même résiduelle sur les jeunes.
  L'objectif sera de sensibiliser les jeunes et les familles sur :
  - la réorientation de l'activisme des jeunes vers des objectifs plus nobles et la réduction du nombre de jeunes impliqués dans les actes de violence ;
  - les initiatives de prévention de la radicalisation des jeunes dans les zones où la violence est toujours marginale ;
  - la création de cadres et de mécanismes appropriés favorisant le désengagement, la déradicalisation et la réinsertion des jeunes impliqués dans la violence extrême ;
  - l'éducation à la citoyenneté.

- Organiser une rencontre d'échanges avec les OSC œuvrant dans le domaine de la jeunesse à :
  - Mopti au profit des OSC des six localités du Mali ;
  - Ouahigouya au profit des OSC des six localités du Burkina.

  L'objectif est de nouer un partenariat visant à renforcer leurs interventions au profit des jeunes, dans la perspective d'un renforcement de la citoyenneté.

Sur les capacités et compétences des jeunes, des autorités locales et des communautés frontalières à transformer les conflits, à communiquer et à collaborer

Poursuivre la stratégie de renforcement des capacités des jeunes, par l'organisation de sessions de formation dans chacune des douze localités du projet, en élargissant spécifiquement leurs effectifs, afin d'accélérer l'impact du projet sur les cibles. Considérant la place des jeunes dans la doctrine du Projet, les stratégies de mise en œuvre devraient faire effort sur les activités qui les concernent et les impliquent en première ligne. Ces sessions conjointes de renforcement de

capacités et de planification devraient concerner également la prévention, la gestion et la transformation des conflits.

Sur la cohésion sociale accrue

- Créer des comités de paix et de cohésion sociale, dans chaque localité du projet avec à leur tête des leaders communautaires, afin de promouvoir la paix ; y intégrer les personnes déplacées internes, les réfugiés et les sites aurifères dans ces comités ;

- Organiser des séminaires de sensibilisation sur les risques liés à la stigmatisation et au repli identitaire, au profit des communautés dans chaque localité du projet ;

- Organiser des sessions de sensibilisation et/ou de formation à Mopti et à Ouahigouya (ou Dori si la situation sécuritaire le permet), au profit des FDS, sur la nécessité de leur implication dans la restauration d'une meilleure perception des communautés à leur égard. L'affaiblissement de la confiance mutuelle remet fortement en cause l'accomplissement de la mission de sécurité par les FDS, et partant problématise l'offre de sécurité dans ces localités. Cette activité pourrait être jumelée avec les sessions conjointes spécifiques de renforcement des capacités et de planification au profit des autorités administratives, des autorités locales et des FDS sur la sécurité, la paix et la stabilité envisagées à Mopti et Ouahigouya;

- Organiser des activités de sensibilisation dans chaque localité du projet au profit des jeunes, sur l'impact négatif des réseaux sociaux sur la cohésion sociale.

Sur l'identification des projets d'infrastructures

Organiser des sessions de sensibilisation réunissant les autorités administratives et locales ainsi que les communautés sur l'implication des acteurs locaux dans le choix des infrastructures. En effet, la réalisation des infrastructures est apparue comme une opportunité pour renforcer globalement la collaboration entre les acteurs. Par conséquent, le grand nombre de répondants marginalisés dans ce processus devra constituer une cible prioritaire pour le projet, et permettre ainsi de relever in fine, le niveau de la collaboration entre les acteurs.
Ces sessions pourraient se tenir dans chaque localité du projet en intégrant cette thématique dans l'organisation de certaines activités énoncées plus haut, si elles sont compatibles.

Sur la circulation des informations liées à la collaboration et à la stabilité transfrontalières

- Produire et diffuser une émission de radio intitulée "Génération Sahel" et animée par des jeunes qui bénéficieront de l'accompagnement de personnes-ressources, sur les thématiques de la stabilité, de la paix, de la réduction de la violence, de la citoyenneté, etc. ;

- Exploiter les moyens les plus utilisés par les acteurs pour s'informer (radio, bouche à oreille et télévision), pour passer de courts messages d'information ponctuels, notamment sur le projet et les questions de sécurité, de collaboration entre les acteurs, de coopération transfrontalière, etc.;

- Initier des émissions de théâtre radiophonique afin d'accéder aux zones sous menaces de l'insécurité, et qui, de ce fait sont inaccessibles, pour ainsi sensibiliser les différents acteurs sur les enjeux de la collaboration entre les acteurs et la stabilité ;

Sur la prise en compte des points de vue locaux sur les questions clés liées à la collaboration et à la stabilité transfrontalières par les médias

Les données recueillies sont certes satisfaisantes, mais peuvent être améliorées, car les populations constituent un maillon incontournable dans les dynamiques transfrontalières, qu'il s'agisse de diffusion d'informations ou de collaboration, de sécurité et de stabilité.
Les médias radiophoniques devraient être utilisés en priorité par le Projet comme moyens appropriés pour la sensibilisation des acteurs. De même, la prise en compte des points de vue des populations en matière de collaboration et de stabilité par les médias constitue un acquis majeur qu'il conviendra de capitaliser dans le cadre de la mise en œuvre du Projet. A cet égard, les suggestions faites par ordre d'importance par les répondants afin d'améliorer le partage des points de vue dans le cadre de la collaboration et de la stabilité transfrontalière, pourraient être mises à contribution au regard de leur pertinence. Il s'agit de :

✔ La création ou le renforcement des cadres d'échange ;

✔ L'entente/communication ;

✔ L'implication/inclusion de tous les acteurs ;

✔ La sensibilisation des populations ;

✔ La multiplication des rencontres entre les acteurs.

7. Appendices

Annexe 1 : Outils

Annexe 2 : Documents Utilises

Annexe 3 : TDR